

RAPPORT DE REDEVABILITÉ

des engagements
de développement durable
en Gironde



Edito

Notre planète tire bien régulièrement la sonnette d'alarme. Nous le constatons un peu plus chaque jour, l'activité humaine produit des effets irréversibles qui affectent l'humanité tout entière : catastrophes et exils climatiques, misère et famine, désertification et déforestation, épidémies et maladies... La disparition d'espèces animales et de leur biotope est un indicateur alarmant supplémentaire.

Devant ce sombre tableau, le choix ne nous est pas donné : il est urgent de prendre le virage du changement et de faire évoluer nos modes de vie. L'ampleur du problème global pourrait nous résigner, mais la force de l'action locale et quotidienne est un appel au rebond, à l'espoir, et à la recherche de solutions !

Les 17 objectifs du développement durable ont été récemment adoptés par les Nations Unies. Ils visent la poursuite d'objectifs clairs en faveur du développement durable pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour toutes et tous. Le Département de la Gironde a choisi de calquer son rapport de redevabilité sur ces 17 enjeux globaux.

La Gironde prend donc sa part dans cette entreprise ambitieuse. Chacun des domaines dans lequel nous intervenons nous donne de nombreuses occasions de contribuer aux objectifs mondiaux du développement durable. A notre échelle, avec nos moyens, nous tentons d'agir pour limiter notre empreinte, pour initier des démarches vertueuses, et pour entraîner sur ce chemin le maximum de partenaires, citoyennes et citoyens.

La puissance publique doit remplir son rôle sur ce vaste chantier : en montrant l'exemple d'abord et en invitant à l'action ! C'est une responsabilité que notre collectivité assume depuis de nombreuses années et plus encore aujourd'hui.

Convaincus que les solutions de demain se préparent dès aujourd'hui, notre majorité a fait de l'innovation le marqueur de la mandature. Innover, c'est oser faire le pas de côté, oser prendre les risques nécessaires pour s'offrir un temps d'avance. Et l'innovation n'est pas réservée aux seuls domaines scientifiques ou technologiques, nous croyons en Gironde aux innovations sociales et sociétales, que vous retrouverez au fil de ces pages.

La Gironde innove, la Gironde montre l'exemple, la Gironde est engagée par nature !

Le Président du Conseil départemental de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Sommaire

Rendre compte au regard des 17 Objectifs mondiaux de développement durable	6
VP1 - Synergies, stratégie et développement des territoires	8
VP2 - Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21	12
VP3 - Jeunesse, culture, sport et vie associative	16
VP4 - Attractivité territoriale, développement économique et du tourisme	20
VP5 - Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil	24
VP6 - Finances et fonds européens	28
VP7 - Autonomie, handicap et politique de l'âge	30
VP8 - Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières	34
VP9 - Politiques de l'insertion	38
VP10 - Politique éducative et sociale, collèges	42
VP11 - Mobilités	46
VP12 - Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques	50
VP13 - Promotion de la santé et protection de l'enfance	54
VP14 - Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social	58
VP15 - Patrimoine départemental	62
Conclusions de l'évaluation de suivi de la démarche de responsabilité sociétale	66

Rendre compte au regard des 17 ODD

Objectifs mondiaux de développement durable

Les Objectifs de développement durable

Il y a à peine plus de deux ans, le septembre 2015, 193 pays adoptaient à l'ONU le programme de développement durable à l'horizon 2030, point d'étape de l'Agenda pour le 21^e siècle (Agenda 21 mondial).

Pour les peuples, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats, cet agenda 2030 comprend 17 objectifs détaillés en 169 cibles.

Tous les pays vont devoir rendre compte des efforts déployés en vue d'atteindre ces objectifs, à toutes les échelles et de manière concertée.

Chaque objectif intègre dans ses sous-objectifs/cibles des liens avec les autres objectifs pour rompre avec la logique de silo et adopter une démarche véritablement transversale.

L'implication des territoires, de la société civile, du secteur privé et des citoyens est indispensable à la réussite des objectifs de développement durable.



De nombreux défis à relever

Les objectifs de développement durable, par leur caractère ambitieux et transversal, soulèvent de nombreux enjeux pour les quinze prochaines années :

- Assurer un état des lieux réaliste, puis mettre en œuvre un suivi rigoureux des progrès réalisés et identifier les domaines d'amélioration possible.
- Créer une dynamique d'appropriation des objectifs de développement durable par les territoires, la société civile, le secteur privé et les citoyens.
- Favoriser un contexte de coopération : diffuser les bonnes pratiques et construire un cadre de coopération entre les acteurs pour mener des actions conjointes.

En savoir plus : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/post-2015-development-agenda.html>

La contribution du Département de la Gironde aux 17 ODD

Depuis le début du mandat, le Département de la Gironde s'applique à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable.

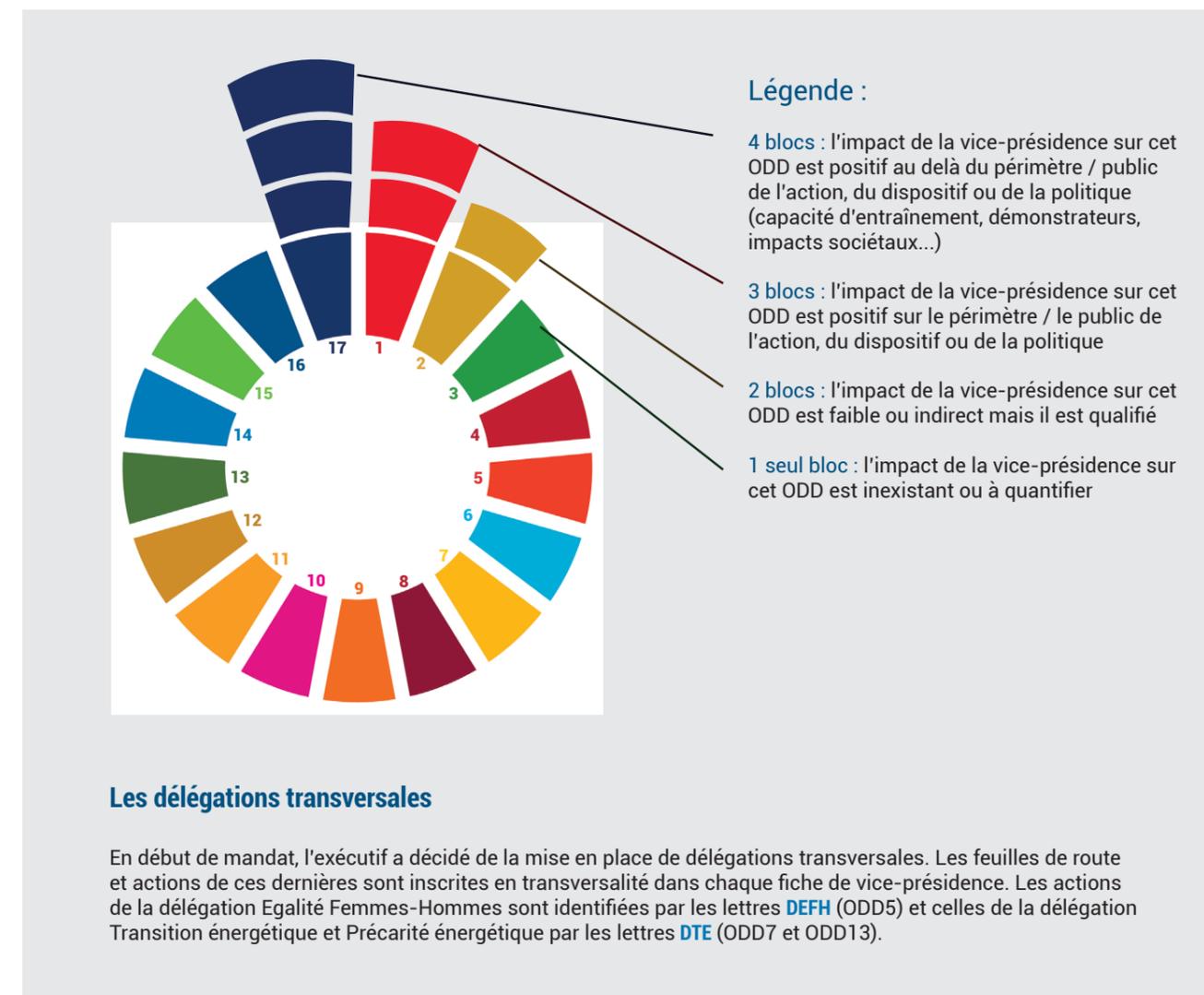
Pour le Rapport DD 2015, année d'adoption des ODD, chaque vice-présidence a identifié les objectifs sur lesquels elle visait prioritairement à situer sa contribution.

Pour le Rapport DD 2016, rapport de redevabilité dans l'esprit des documents produits par les Etats annuellement dans le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable de l'ONU, la contribution des politiques du Département à chacun des 17 ODD a été détaillée.

Cette année, chaque vice-présidence a fait l'effort de qualifier les impacts de ses politiques et dispositifs sur chaque ODD. Une visualisation des impacts est proposée et explicitée pour chaque vice-présidence.

Et ensuite ?

Les outils du suivi et de quantification des impacts sont en cours de finalisation et d'intégration dans le système d'information décisionnel du Département de la Gironde. Les indicateurs d'impacts seront au rendez-vous de la prochaine édition de ce rapport de redevabilité annuel.



VP1 - Synergies, stratégie et développement des territoires

Commissions :
 1. InterSCoT et politique foncière
 2. Aides aux communes et aux Etablissements publics de coopération intercommunale

PRIORITÉS DE MANDAT

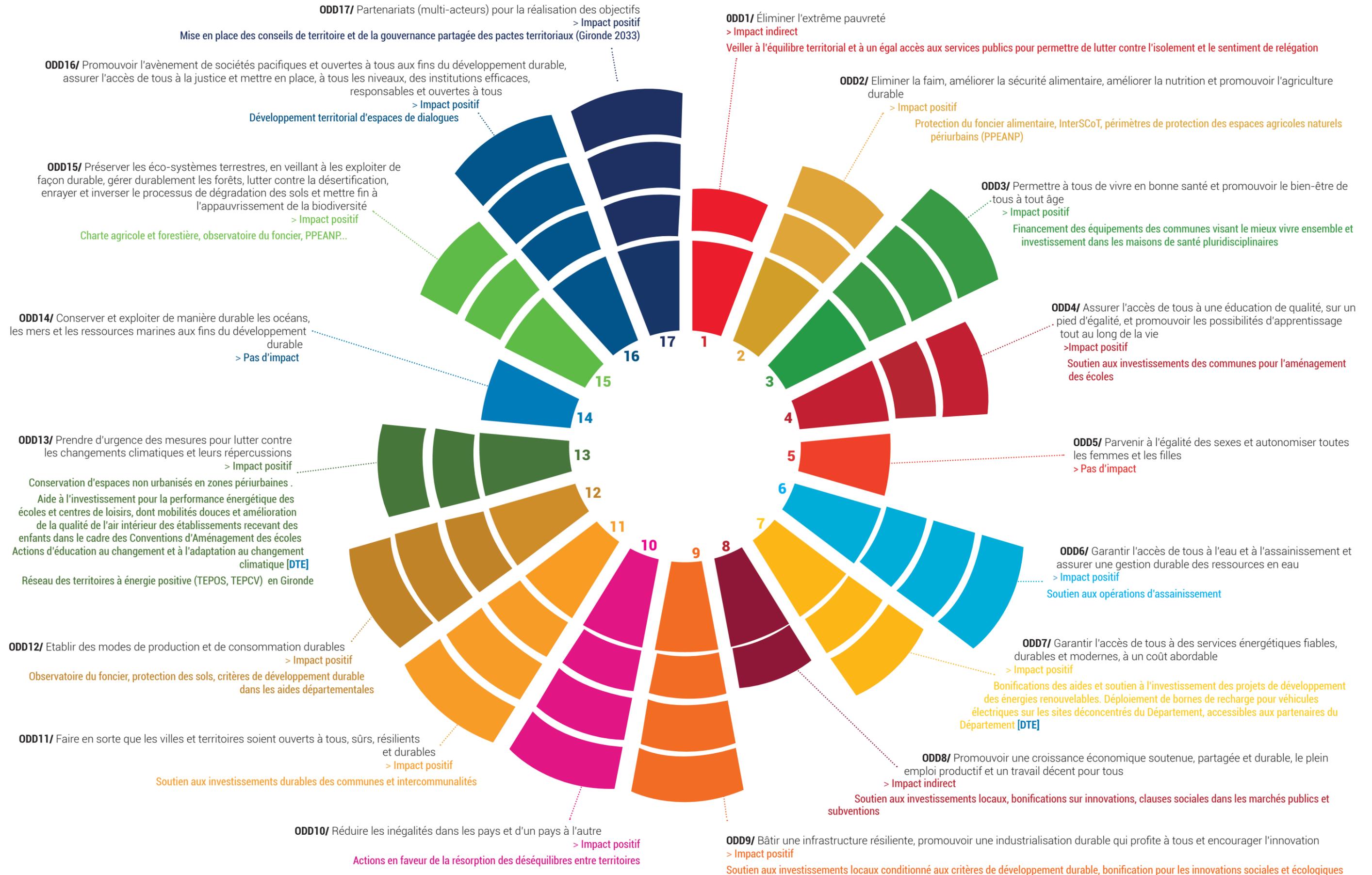
- Poursuivre un accompagnement de proximité des territoires girondins, stimuler des initiatives porteuses de cohésion et des investissements adaptés, cohérents et innovants
- Renforcer la politique foncière en vue de conforter le maillage des pôles de centralité, les centres bourgs, la préservation des ressources et des espaces agricoles en s'appuyant sur l'InterSCoT
- Privilégier une méthode collaborative et un soutien différencié

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Faire jouer les solidarités entre les territoires	Objectif du mandat : homogénéiser et améliorer les indicateurs et réduire les inégalités Adoption par l'Assemblée départementale au BP 2017 de «l'inventaire des actions» des pactes territoriaux, suite à l'adoption en juin 2016 des volets stratégiques. Présentation de Girondescopie lors des 9 conseils de territoire de mars-avril. Poursuite des conseils de territoire en 2017 : 9 conseils en mars 2017 et 9 conseils en novembre (6ème série depuis leur lancement en septembre 2015)	Poursuite de la mise en œuvre opérationnelle des pactes. Diffusion d'un premier bilan. Corriger les inégalités territoriales avec la mise en place d'aides bonifiées dans certains domaines (service au public notamment).	54 réunions des conseils de territoire Mise en œuvre des pactes à travers le lancement des 26 groupes de travail «chantiers» sur les 9 territoires dès mai 2017.
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à un service public de qualité et de proximité	Objectif du mandat : revitaliser les centres bourgs Poursuite de l'accompagnement des communes et de leurs groupements pour un développement équilibré du territoire avec application du Coefficient Départemental de Solidarité Poursuite de l'accompagnement du déploiement des Maisons de services au public et Maisons de santé pluridisciplinaires dans le cadre de l'amélioration de l'accessibilité des services au public.	Mise à disposition d'une offre d'ingénierie par les services départementaux et les agences techniques spécifiques (Gironde Ressources, Gironde Tourisme...) Adaptation des règlements d'intervention pour une meilleure prise en compte de la dimension innovante et structurante des projets.	6 nouvelles candidatures de Conventions d'Aménagement de Bourg (CAB) et 59 CAB actives (études + travaux)
 Lutte contre le changement climatique	Inscrire la transition énergétique au sein des territoires : vers un Département à énergie positive	Objectif du mandat : mettre en œuvre les objectifs quantifiés de l'Accord de Paris (COP21) Dans le cadre du développement de la mobilité, des déplacements doux et du soutien au report modal, aides financières pour le développement de pistes cyclables sur le territoire girondin. Adoption du plan d'actions de la feuille de route de la transition énergétique. Mise en réseau des acteurs des territoire à énergie positive.	Animation du réseau des territoires TEPCV et TEPOS et accompagnement des Plans climat air énergie territoriaux dans le cadre de la feuille de route pour la transition énergétique et la lutte contre la précarité énergétique et les pactes territoriaux	Près de 7 km de pistes cyclables ont été subventionnées sur le territoire girondin. 30 élus mobilisés lors de la première rencontre des élus des territoires à énergie positive en juillet 2017
 Préservation de la biodiversité	Non consommation des ressources naturelles et foncières	Objectif du mandat : Poursuivre la préservation des ressources girondines à travers l'InterScot Acquisitions et stockages fonciers menés sur le PPEANP des Jalles et en Gironde pour limiter l'étalement urbain et favoriser le développement de l'agriculture de proximité et des circuits courts alimentaires - expérimentation de formes urbaines plus compactes et lancement d'étude pour encadrer et exploiter le potentiel foncier issu des divisions parcellaires et limiter les extensions urbaines. Élaboration d'une charte des espaces naturels, agricoles, forestiers et urbanisés de la Gironde (qui sera signée lors d'un séminaire foncier le 12/10/2017)	Poursuite de la mise en œuvre des pactes territoriaux notamment sur les projets agri-urbains.	Une quinzaine d'indicateurs de mesure de la consommation foncière mis en place par la DDTM en partenariat avec le Département
 Production et consommation responsables	Stimuler la qualité socio-environnementale des projets	Objectif du mandat : 100% des projets soutenus avec des critères sociaux et environnementaux Mise en œuvre de critères de développement durable pour l'intégralité des projets communaux et intercommunaux. Réflexion interne initiée pour sensibiliser des communes et intercommunalités aux achats responsables.	Travail sur l'intégration de clauses sociales et/ou d'enjeux de santé environnementale dans les cahiers des charges type fournis aux porteurs de projet dans le cadre dispositifs contractuels (CAB, CAE...)	La totalité des projets soutenus satisfont au moins 3 critères de développement durable sur les 10 proposés
 Gouvernance et Participation citoyenne	Ouvrir la participation citoyenne sur les Pactes territoriaux	Objectif du mandat : associer les citoyens/usagers au dialogue territorial Poursuite de l'animation de la concertation auprès des acteurs locaux dans la phase de mise en œuvre des pactes	Poursuite de la mise en œuvre des pactes territoriaux et premier bilan.	Lancement des 26 groupes de travail des chantiers par territoire

Quels impacts de la VP1 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP2 - Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions :
3. Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral
4. Agenda 21

PRIORITÉS DE MANDAT

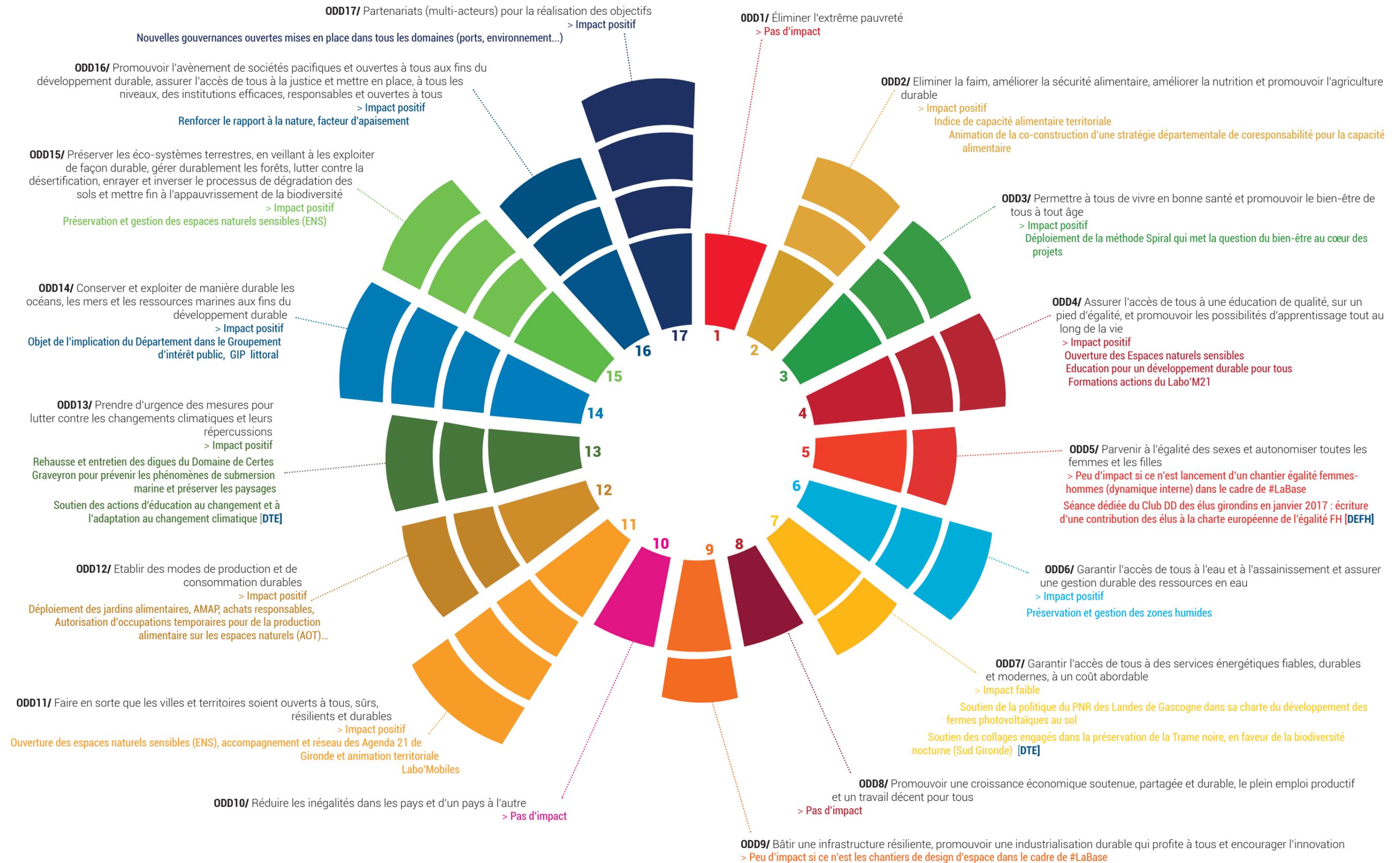
- Poursuivre le positionnement du Département comme une référence en matière de préservation, de sensibilisation et d'accès au patrimoine naturel de la Gironde
- Créer les conditions d'une dynamique visant le bien-être durable dans les territoires
- Conforter le rôle du Département dans sa politique de gestion portuaire durable

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Garantir les équilibres sociaux et environnementaux	Objectif du mandat : Favoriser l'appropriation de l'Agenda 21 et des innovations sociales, écologiques et participatives par les acteurs du territoire Double déploiement inter-institutionnel et territorial du Labo'M21 : • Inauguration le 30 juin 2017 de #LaBase, Laboratoire d'innovation publique territoriale en Nouvelle-Aquitaine avec l'Etat, Bordeaux Métropole et le Département. • Lancement le 13 juillet des 9 premiers Labo'Mobiles sur les territoires girondins.	Déploiement des expérimentations interinstitutionnelles dans #LaBase et nouvel appel à manifestation d'intérêt pour 9 autres Labo'Mobiles en Gironde.	9 territoires girondins expérimentent les Labo'Mobiles
 Épanouissement de tous les êtres humains	Evaluer l'impact des politiques du Département sur l'amélioration du bien-être territorial	Objectif du mandat : Traduire l'indice de bien-être girondin dans des indicateurs de bien-être territoriaux par territoire Déploiement de la méthode SPIRAL à l'échelle du Pôle Territorial de Solidarité des Hauts-de-Garonne.	Intégrer SPIRAL dans les Labo'Mobiles et inclure la méthode dans l'organisation du chef de filât action sociale.	40 allocataires RSA dans le SPIRAL en des Hauts-de-Garonne 378 critères de bien-être et de mal-être
 Lutte contre le changement climatique	Accompagner l'adaptation des territoires au changement climatique	Objectif du mandat : Diffuser la connaissance sur les impacts du changement climatique à travers les Pactes territoriaux Mise en œuvre de la feuille de route de la Délégation Transition énergétique et Précarité énergétique. Dans le cadre de la labellisation TEPCV, prise en compte de la biodiversité et des milieux, dont les ENS, comme volet majeur de la transition énergétique (atténuation / adaptation).	Elaborer une feuille de route d'une politique environnement départementale vers une transition écologique et solidaire.	Plus de 2M€/an de subventions pour des investissements locaux sur les milieux sensibles contribuant à l'atténuation.
 Préservation de la biodiversité	Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics : connaître, faire connaître et agir	Objectif du mandat : Développer l'accès aux publics des espaces naturels sensibles et les gestions transitoires (vocation d'usage, associations, etc) Ouverture à l'année du Domaine de Certes et Graveyron, patrimoine naturel et historique ouvert à tous : 530 hectares ; 336 espèces végétales dont 15 d'intérêt patrimonial ; 145 espèces d'oiseaux.	Faire du Domaine de Certes et Graveyron un pôle dédié à la préservation de la biodiversité et un support privilégié de sensibilisation du grand public Fédérer les acteurs.	130 000 visiteurs par an avant l'ouverture à l'année
 Production et consommation responsables	Développer une capacité alimentaire locale et saine pour tous	Objectif du mandat : Accompagner les territoires girondins dans la mise en œuvre de projets pour la capacité alimentaire de tous Déploiement des accompagnements territoriaux et coordination des projets à l'échelle girondine. 3 jeunes «ambassadeurs alimentaires» en service civique pendant 6 mois sur la CC Montesquieu. 15 outils de sensibilisation créés pour tous les publics. Création d'un jardin alimentaire sur le patrimoine départemental (dalle de Mériadeck) avec les jeunes élu.e.s du CDJ	Déployer un réseau girondin des jardins alimentaires articulé à la stratégie départementale de corresponsabilité pour la capacité alimentaire	110 personnes dans les 3 sessions de formation-actions pour le déploiement des jardins alimentaires en Gironde
 Participation citoyenne	Faire en sorte que les Girondins soient acteurs des politiques départementales	Objectif du mandat : Permettre à tous les Girondins sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent. Déploiement des différents outils de la participation (SPIRAL, panel citoyen sur le revenu du base, parcours usagers pour le pôle de solidarité autonomie, etc).	• Développer les solutions numériques pour élargir des concertations. • Acte 4 de l'Agenda 21 autour de l'innovation sociale, écologique et participative.	80 accompagnements de démarches participatives 2000 girondins mobilisés
 Gouvernance	Mener la concertation des projets du Département avec les acteurs concernés	Objectif du mandat : Mettre en place une gouvernance ouverte pour les ports Dans le cadre de la préfiguration du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, des rencontres périodiques avec tous les partenaires impliqués et concernés par le Syndicat Mixte se sont tenues sur le territoire du Bassin d'Arcachon. Cette véritable co-construction du projet a permis l'adhésion par délibération en Conseil Municipal des 4 communes concernées : Arès, Andernos, Lanton, La Teste. Ainsi, le Syndicat Mixte a été officiellement créé le 13 juillet 2017 pour assurer la gestion dynamique, juste et équilibrée des 14 ports.	Poursuivre le soutien du SMPBA dans son démarrage. Appuyer et renforcer tous les partenariats avec tous les acteurs et toutes les instances afin de faire évoluer nos partenariats et nos politiques dans le cadre du chef de filât.	3000 autorisations d'occupations temporaires (AOT) traitées en gestion portuaire. 1,7 million engagé en investissements dans les ports

Quels impacts de la VP2 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP3 - Jeunesse, culture, sport et vie associative

Commissions :
5. Culture
6. Sport et vie associative
7. Jeunesse

PRIORITÉS DE MANDAT

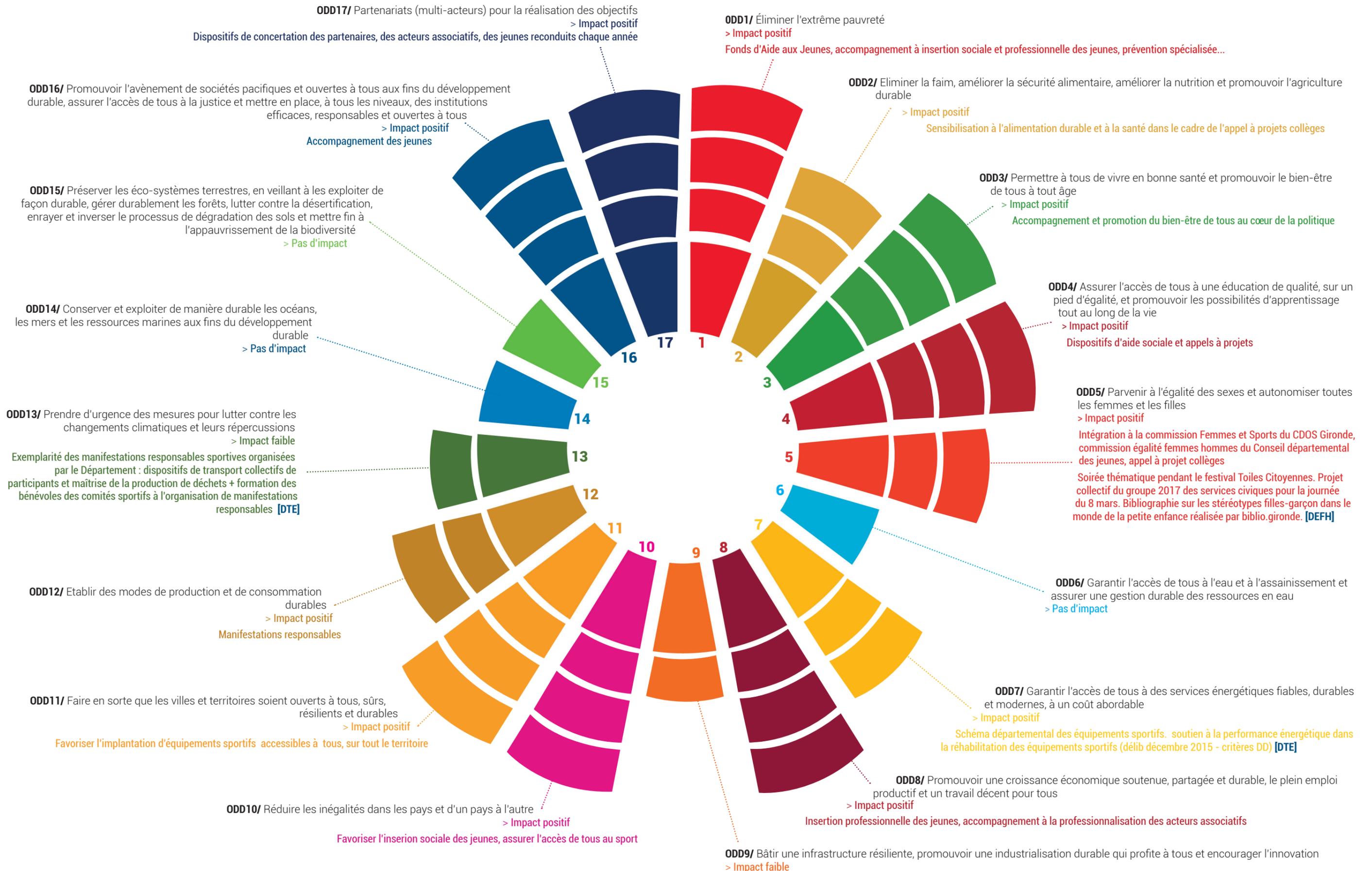
- Accentuer l'ancre territoriale des politiques Jeunesse, Culture, Sport, Vie associative
- Conforter l'accessibilité pour tous

Responsabilité sociétale
Légende amélioration PDCA
(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Du lien social pour tous : mieux vivre ensemble	Objectif du mandat : Favoriser la parité Femmes / Hommes dans les clubs sportifs Les services du Département sont intégrés à la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde. Dans ce cadre, l'institution départementale a mis en lumière, à plusieurs reprises, l'exposition «Femmes et Sports au-delà du cliché» créée par le CDOS. Tous les appels à projet jeunesse intègrent une mention spécifique	Réflexion sur la mise en place d'un Forum Départemental sur la Vie Associative avec pour thématique les questions d'égalité femmes hommes. Évaluation critères jeunesse	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Rendre accessible à tous les pratiques sportives, culturelles, citoyennes. Garantir en amont l'accès aux droits pour tous	Objectif du mandat : Faciliter l'accès des jeunes à toutes les pratiques sportives, culturelles et citoyennes Poursuite de la mise en œuvre d'un programme de formations à destination des bénévoles associatifs désormais intitulé les «rendez-vous bénévoles associatifs». Dématisation des demandes de subvention. Accompagnement les acteurs locaux dans le développement de programmes d'animations sportives diversifiés. Poursuite de l'accompagnement des actions Sport et Handicap Création de deux bibliothèques de plage sur les Domaines Départementaux.	Poursuivre le travail de concertation et de co-construction avec les acteurs locaux et volonté de développer la dynamique.	400 partenariats d'animation sportives 200 clubs labellisés «Valides Handicapés pour une pratique sportive partagée»
 Lutte contre le changement climatique	Encourager la construction des équipements publics à énergie positive	Objectif du mandat : Travailler sur les choix d'implantation pertinents (proximité...) Poursuite de la mise en œuvre du Schéma Départemental des Équipements Sportifs et campagne de mise à jour. Création d'un nouvel outil de gestion. Implication de l'équipe des Conseillers en Développement Sport et Vie Associative pour sensibiliser les porteurs de projets sur les questions énergétiques et sur le positionnement géographique des futurs équipements.	Poursuite de la démarche et de la dynamique.	
 Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux de paysage au sein du patrimoine et susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : Promouvoir l'éducation à l'alimentation, à l'environnement et au développement durable dans tous les établissements Animation de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (CDESI) et pour mettre en œuvre le Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires, afin de favoriser une utilisation concertée, raisonnée et respectueuse des espaces naturels ouverts aux pratiques sportives, intégrant les questions de sensibilisation au respect de l'environnement et au développement durable. Soutien à l'aménagement ou la gestion sous réserve de maintien ou d'amélioration de la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels et du respect de critères de développement durable..	Refonte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée : démarche concertée avec l'ensemble des acteurs locaux.	20 projets financés en 2017 par le Département
 Production et consommation responsables	Encourager les organisateurs de manifestations à s'orienter vers l'éco-responsabilité	Objectif du mandat : Rendre pérennes les actions engagées en faveur de l'écoresponsabilité des événements Accompagnement des porteurs de projet via l'ingénierie territoriale des Conseillers en Développement Sport et Vie Associative pour de l'organisation de manifestations : relais pour la mise à disposition de gobelets réutilisables, de toilettes sèches et de balisage réutilisable pour les épreuves d'itinérance.	Poursuivre le travail de sensibilisation et de co-construction avec les acteurs locaux.	200 manifestations soutenues par le Département
 Gouvernance et Participation citoyenne	Associer l'ensemble des acteurs locaux et des publics dès le démarrage des projets	Objectif du mandat : Systématiser la gouvernance partenariale et participative pour tous les dispositifs Mise en œuvre des mesures annoncées suite à la concertation «Génération 11-25» : recrutement de 33 jeunes en service civique ; actions innovantes d'insertion avec l'Institut d'Etudes Judiciaires pour les jeunes NEET (sans formation, ni diplôme, ni emploi), 3 plateformes territorialisées et 224 jeunes en service civique.	Poursuivre les travaux de concertation et de co-construction avec les acteurs locaux	400 partenariats au titre des dispositifs d'animation sportive et des rendez-vous des bénévoles associatifs

Quels impacts de la VP3 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP4 - Attractivité territoriale, développement économique et du tourisme

Commissions :
8. Politique et économie touristique
9. Agriculture, mer et forêt
10. Développement économique

PRIORITÉS DE MANDAT

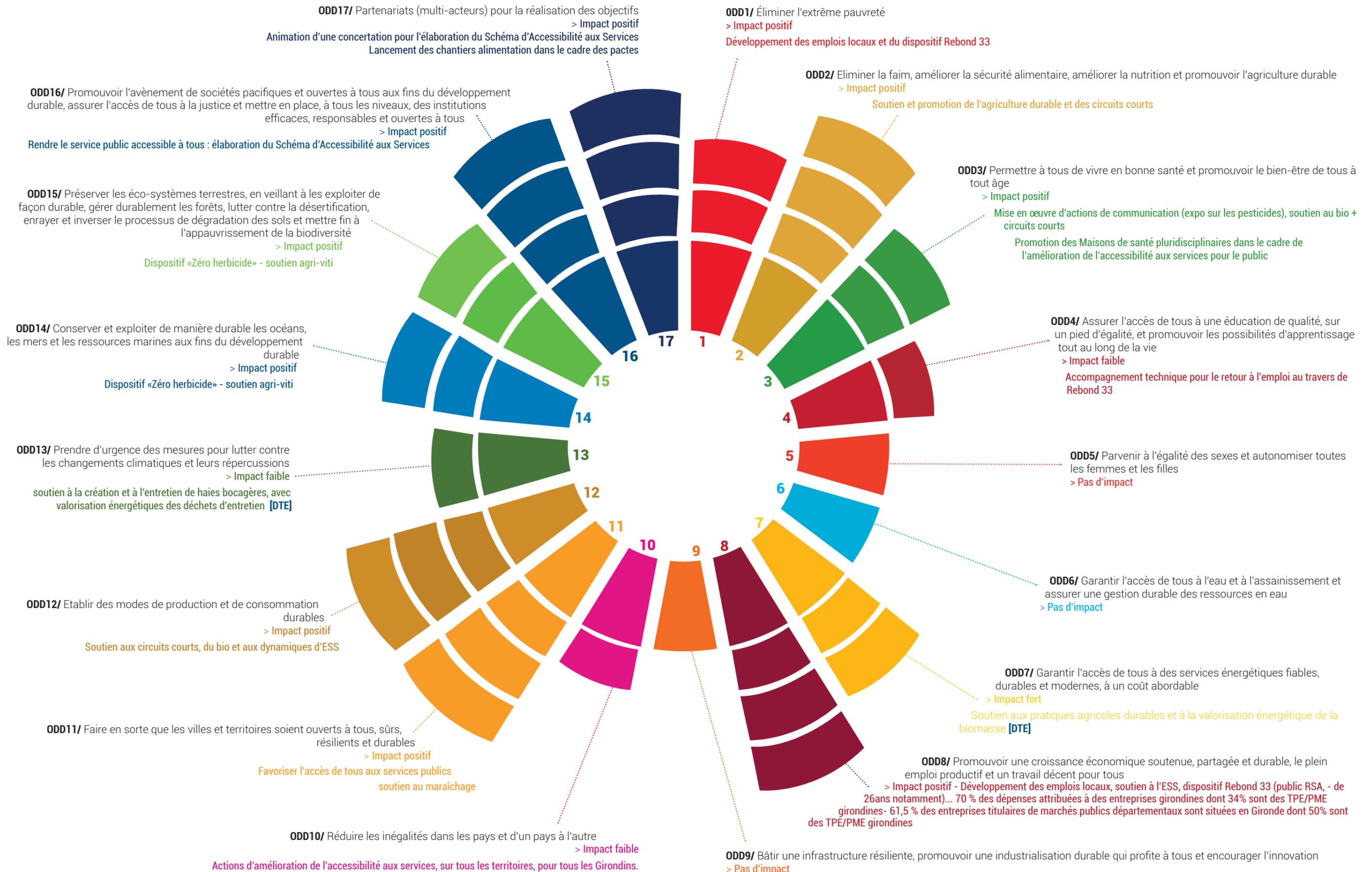
- Accentuer l'ancrage territorial des politiques
- Assurer des conditions favorables à la création et au maintien d'activités
- Affirmer les pôles de centralité, l'accessibilité aux services et les nouvelles ruralités

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Développer les emplois locaux et la juste répartition des activités sur le territoire	Objectif de mandat : Favoriser l'accès des TPE/PME et des structures de l'économie sociale et solidaire à la commande publique départementale Encouragement et accompagnement des innovations sociales. Adoption de la Charte de la commande publique au service de l'économie girondine.	Poursuite de l'application de la charte et suivi	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	Objectif du mandat : Elargir le champs des achats avec clauses sociales Lancement du dispositif REBOND 33 au profit des personnes relevant des régimes d'accompagnement du public fragilisé	Poursuite du dispositif	44 dossiers pour 98 000 euros de subventions entre octobre 2016 et octobre 2017.
 Lutte contre le changement climatique	Encourager et soutenir une économie décarbonnée et adaptée au changement climatique	Objectif du mandat : Diminuer l'empreinte carbone du Département Travail expérimental sur l'approvisionnement en fruits et légumes et en pain, sur trois zones d'étude : le Nord Gironde, la Vallée Maraîchère d'Eysines et le Sud Gironde. 23 collèges sont ainsi localisés sur ces 3 zones, ce qui représente un peu plus de 13 000 repas par jour. On dénombre un potentiel de 16 producteurs, répartis sur les 3 zones, identifiés comme potentiellement intéressés par le fait d'approvisionner les collèges et en capacité de fournir une dizaine de fruits et légumes différents. Le Conseil départemental apparaît alors comme un acteur structurant, avec des leviers d'action au niveau de l'offre et de la demande.	Peu de dossiers en 2017 pour le plan boisement départemental (robinier) lié notamment à l'arrêt de crédits d'animation (Loi NOTRe) vers les Groupements de Productivité Forestière	
 Préservation de la biodiversité	Accompagner les acteurs aux pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : Favoriser l'agriculture biologique Poursuite de l'accompagnement aux porteurs de projets privés (agri/viti) ainsi qu'aux projets portés par des collectivités (en forte augmentation en nombre) - Forte mobilisation autour de l'exposition itinérante	Plan viti «zéro herbicides» voté au budget 2017 - 5 dossiers financés pour 32 000 euros au niveau des investissements et 4 500 euros pour l'accompagnement technique Evolution des critères d'attribution des aides agricoles pour le «zéro phyto» en direction des exploitations plus fragiles (revenus de l'exploitant)	En 2017, 15 dossiers communaux déposés pour 19 451 euros et 10 dossiers agri/viti pour 10 923 euros
 Production et consommation responsables	Encourager le développement du bio et des circuits courts	Objectif du mandat : Accompagner le développement du bio et des circuits courts Pas de dossier public identifié	Évolution des critères d'attribution des aides agricoles pour le «zéro phyto» en direction des exploitations plus fragiles (revenus de l'exploitant)	Dossiers agri/viti : 14 pour 27 718,70 euros et 4 dossiers structures pour 122 000 euros
 Gouvernance et Participation citoyenne	Mobiliser l'ensemble des acteurs pour renforcer l'accessibilité aux services sur les territoires	Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) Finalisation du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP), en copilotage avec l'Etat et associant l'ensemble des parties prenantes à son élaboration (usagers, collectivités, opérateurs de service...) Réalisation de 9 synthèses de territoires Vote prévu en décembre 2017	Mise en œuvre du SDAASP et déploiement des 1 ^{ères} actions	3 orientations stratégiques déclinées en 17 objectifs opérationnels, 34 fiches repères avec diagnostic et pistes d'actions, un axe transversal sur la gouvernance.

Quels impacts de la VP4 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP5 - Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

Commissions :
11. Développement social et Modes d'accueil
12. Habitat et logement

PRIORITÉS DE MANDAT

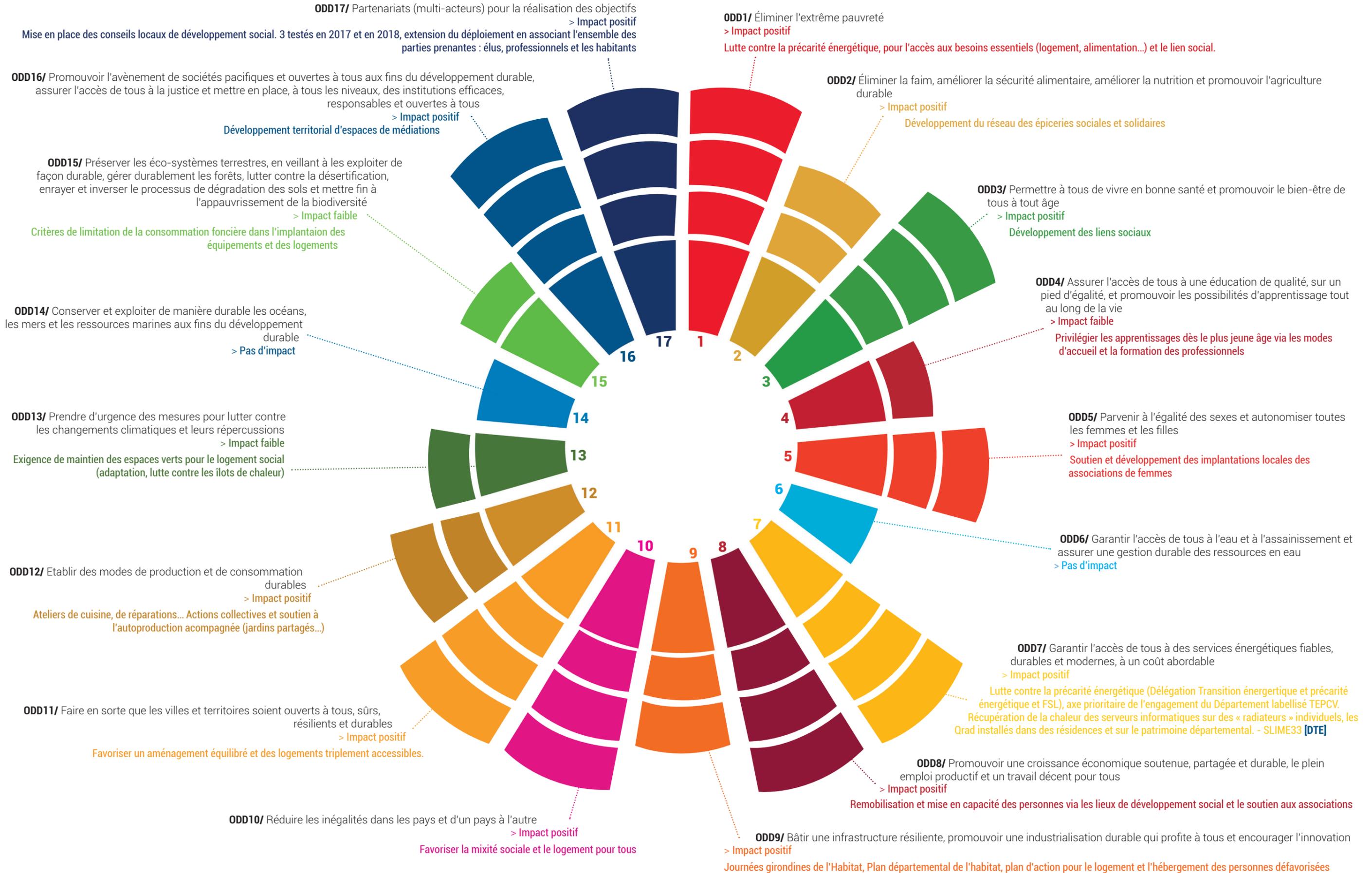
- Adapter nos politiques aux spécificités territoriales et contribuer à l'émergence locale du pouvoir d'agir
- Promouvoir l'innovation publique en favorisant les expérimentations et en diversifiant l'offre

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

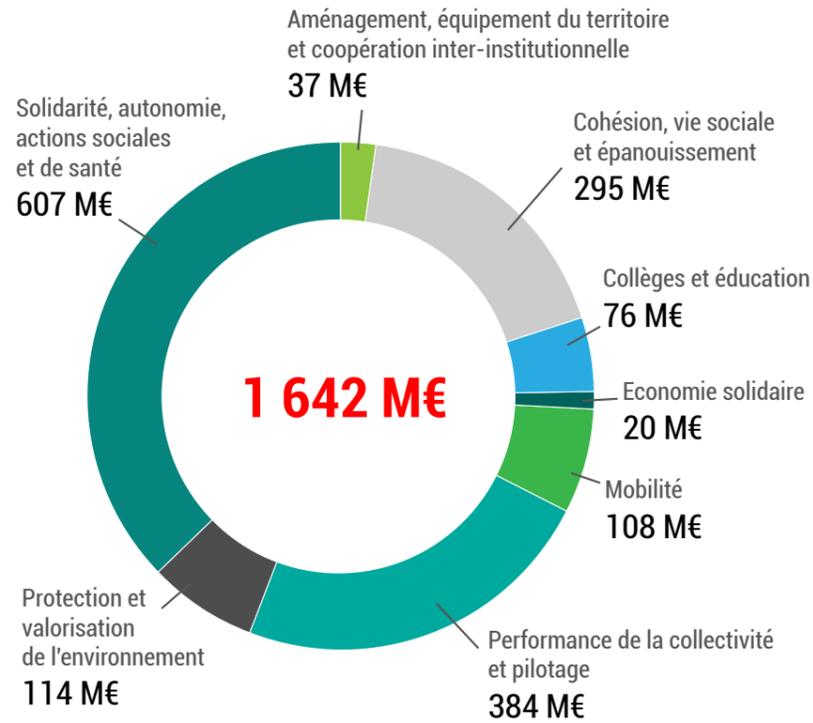
-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Prévenir les vulnérabilités et renforcer le lien social	Objectif du mandat : Mettre en place une politique de développement social dynamique et innovante Poursuite de la politique de développement social dans plusieurs axes: 1) accompagnement à l'évolution des pratiques professionnelles en travail social (formations au développement du pouvoir d'agir, appui technique à l'intervention collective, expérimentation des conférences familiales) ; 2) développement d'une culture partagée sur le développement social : Journées du développement social les 18 et 19 septembre 2017, Forum des actions collectives le 17 novembre 2017 ; 3) expérimentations de Conseils locaux de développement social sur 3 territoires, lancement d'un appel à projets de développement social.	Participation au groupe projet en charge de la mise œuvre de DEMOS. Participation à un programme d'échange européens Erasmus, sur la pratique des conférences familiales. Engagement des travaux d'élaboration d'un schéma du développement social.	50 centres sociaux et 38 espaces de vie sociale soutenus par le Département. Près de 600 participants aux Journées du développement social.
 Cohésion sociale et territoriale	Permettre à chaque parent de trouver un mode d'accueil accessible	Objectif du mandat : Favoriser le développement de modes d'accueil accessibles Le Département s'est investi dans le suivi et l'accompagnement des assistants maternels et des porteurs de projets de maisons d'assistants maternels et de micro-crèches en organisant des réunions d'information collective en amont des projets et en développant une communication basée sur de nouveaux moyens (numérique, newsletter trimestrielle..)	Mettre en place des actions collectives sur les Pôles Territoriaux de Solidarité et dans les Maisons d'assistantes maternelles en direction des assistants maternels et des professionnels de la petite enfance afin d'accompagner l'amélioration des pratiques professionnelles.	11000 assistants maternels suivis et accompagnés
 Épanouissement de tous les êtres humains	Veiller à l'accès pour tous à un logement digne et aux conditions d'un mieux vivre ensemble	Objectif du mandat : Diminuer significativement les situations de mal-logement en Gironde 2 logements d'urgence sociale et solidaire financés à Mérignac et Génissac et 1 projet d'habitat participatif à l'étude (10 logements) à La Réole. Mise en route des travaux de Fabriqu'coeur d'habitat pour un projet d'habitat participatif à Toulouse et une opération de restructuration à Listrac-Médoc	Engagement d'une réflexion sur la qualification de l'adaptation des logements (PLAi+++; handicap...)	335 propriétaires très modestes aidés pour la réhabilitation de leur logement représentant 1 043 655€ de subvention (chiffre consolidé 2016)
 Lutte contre le changement climatique	Soutenir la construction et la réhabilitation à haute performance énergétique des logements	Objectif du mandat : Réduire les charges liées au logement en utilisant au maximum les énergies renouvelables Expérimentation en cours sur les circuits courts (matériaux locaux de construction) sur l'étude d'habitat participatif à La Réole.	Expérimentation en cours de dispositif SLIME en territoires du Sud Gironde et du Libournais	Année de transition avec l'intégration de Bordeaux Métropole dans le GIP FSL - financement identique
 Production et consommation responsables	Garantir l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous	Objectif du mandat : Développer des épiceries sociales et solidaires sur toute la Gironde avec un développement ciblé avec les circuits courts et l'itinérance Signature d'une charte départementale des épiceries sociales et solidaires le 6 juillet 2017. Accompagnement au développement du réseau des épiceries. Lancement de conseils locaux de développement social autour de la question alimentaire.	Poursuite du développement du réseau des épiceries solidaires. Poursuite du travail en réseau engagé.	16 épiceries solidaires soutenues par le Département fin 2016. Près de 2000 foyers bénéficiaires dans l'année.
 Gouvernance et Participation citoyenne	Généraliser la co-construction des solutions avec les parties concernées	Objectif du mandat : Généraliser les OPAH sur l'ensemble du territoire girondin ainsi que les instances de démocratie participative. Les 7 OPAH girondines se poursuivent ainsi que le PIG de la CALI. 3 nouvelles études sont en préparation ou en cours : OPAH du SYBARVAL déclinant un volet copropriétés dégradées ou fragiles, de la Médulienne avec un volet renouvellement urbain (RU) et de la CALI pour le centre ville de Coutras (étude habitat incluant un volet pré-opérationnel d'OPAH-RU).	Mise en place de 3 dispositifs opérationnels sur la CDC de la Médulienne, du SYBARVAL et de la Ville de Coutras. Poursuite des dispositifs en cours et programmés et développement du volet renouvellement urbain	7 OPAH + 1 PIG + 3 nouvelles études

Quels impacts de la VP5 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

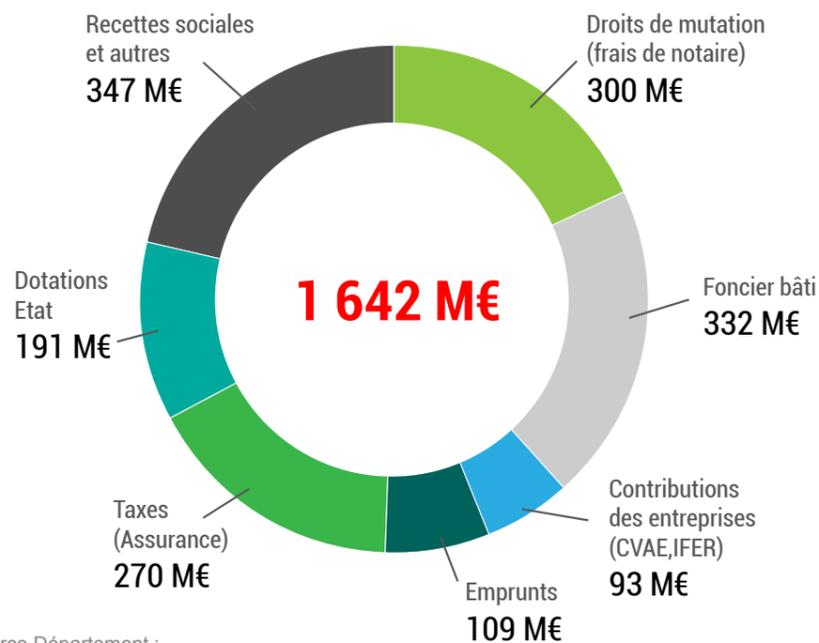


VP6 - Finances et fonds européens



Source Département : Budget primitif 2017

D'où vient cet argent ?



Source Département : Budget primitif 2017

Pour 100€ dépensés*



70€

SOLIDARITÉS INDIVIDUELLES



Transports



Associations



Pompiers

15€

SERVICES COLLECTIFS...



Collèges



Numérique



Routes



Aides aux Communes

15€

INVESTISSEMENTS...

* Source Département : rapport des Comptes Administratifs 2016

Gouvernance et Participation citoyenne

L'action du Département de la Gironde en faveur de la mise à disposition de ses données publiques s'enrichit d'une réalisation à la fois modeste par la forme graphique simple et accessible et inédite par le niveau de transparence et de pédagogie en matière de données financières. Elle constitue une réalisation concrète en matière de capacité à rendre compte de l'action de la collectivité au travers de la mise à disposition des données du compte administratif concluant l'exercice budgétaire annuel.

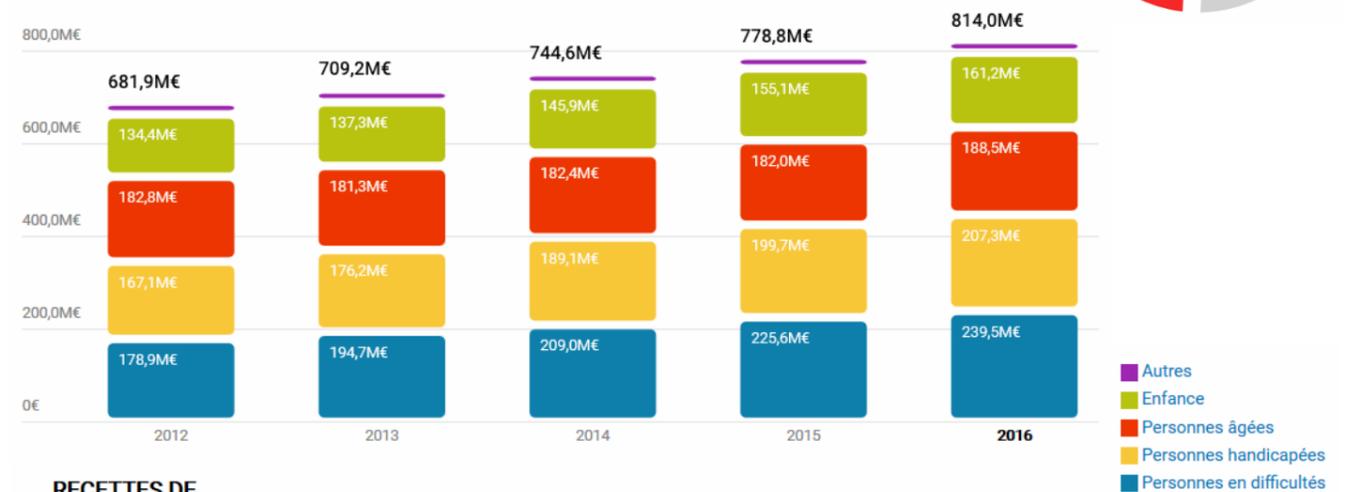
Elle se veut exemplaire par le travail collaboratif mené pour dépasser la simple mise en conformité avec la réglementation en matière de publication de données administratives, confortée par la Loi pour une République numérique.

Réalisée avec la contrainte de respecter le cadre budgétaire particulier du Département de la Gironde mais basée sur le cadre comptable normalisé de la M52, le code open source peut être réutilisé par l'ensemble des Départements. Sa mise à jour sera assurée exclusivement avec les moyens internes de la collectivité.

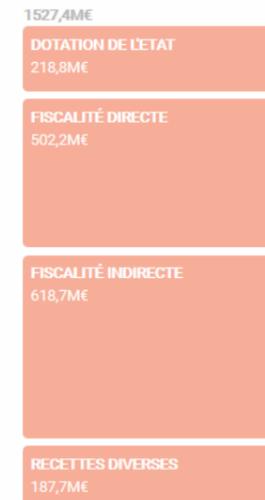
En voici quelques extraits sur cette page.



ÉVOLUTION SUR CES DERNIÈRES ANNÉES



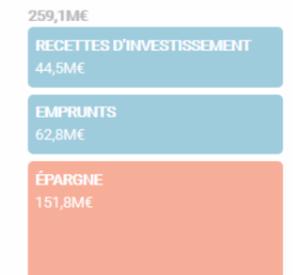
RECETTES DE FONCTIONNEMENT



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



RECETTES D'INVESTISSEMENT



DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



Recettes de fonctionnement
Ces recettes proviennent principalement du produit des impôts et taxes directes et indirectes, ainsi que des dotations versées par l'État

EXPLORER

Dépenses de fonctionnement
Ces dépenses financent principalement les allocations et prestations sociales ou de solidarité, les services de secours (pompiers), les transports, les collèges, les routes, ainsi que le fonctionnement propre du Département (salaires et moyens) et les intérêts d'emprunts.

EXPLORER

Recettes d'investissement
Elles sont principalement constituées de dotations de l'Etat et de subventions

Emprunt
Il permet au Département d'atteindre l'équilibre budgétaire et d'investir dans des projets d'ampleur ou durables.

EXPLORER

Dépenses d'investissement
Elles concernent des programmes structurants ou stratégiques pour le développement du territoire girondin : bâtiments, routes, collèges, etc.

EXPLORER

VP7 - Autonomie, handicap et politique de l'âge

Commissions :
14. Politique du handicap et de l'inclusion
15. Politique de l'âge

PRIORITÉS DE MANDAT

Adapter nos politiques aux spécificités des publics

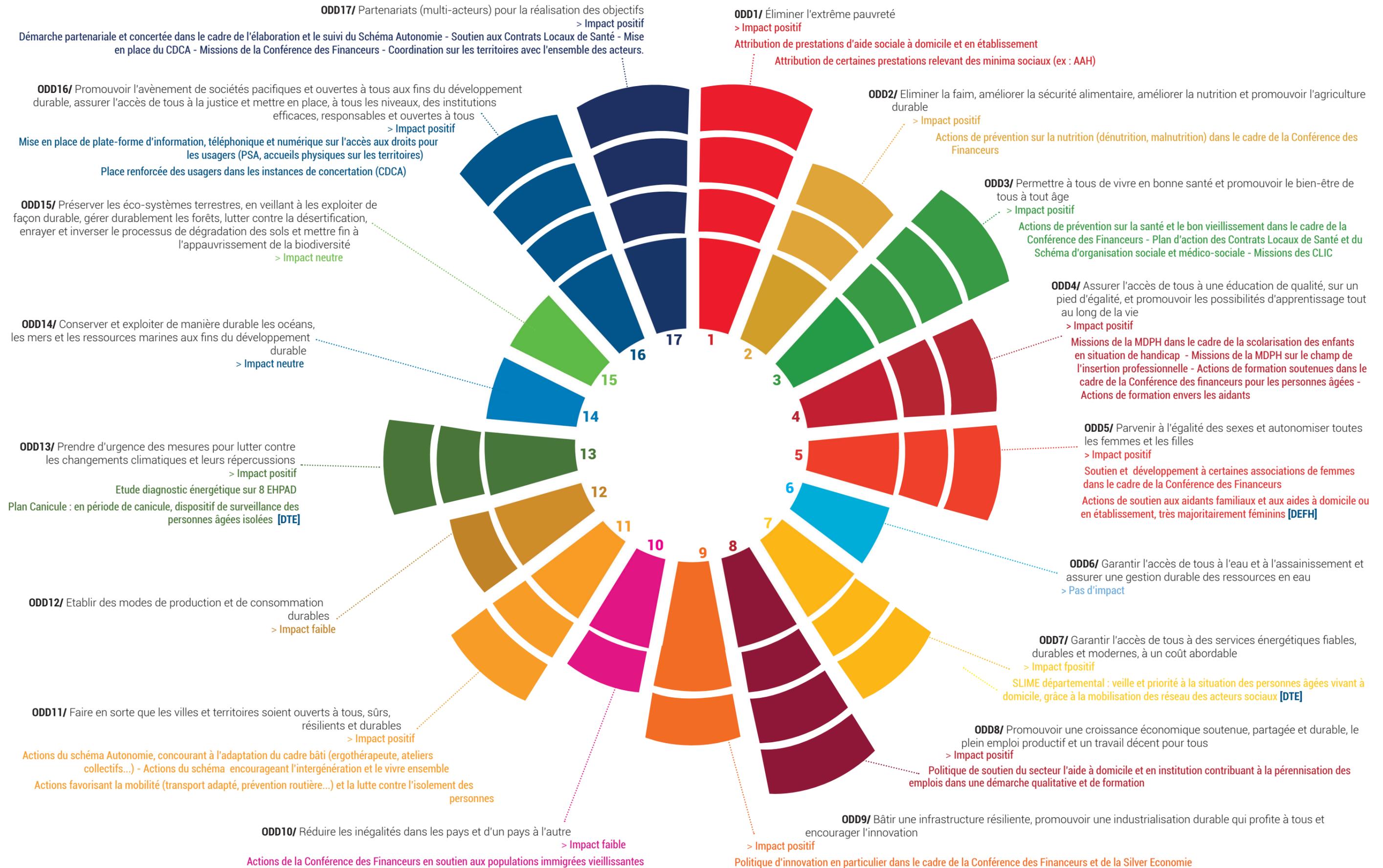
- Conforter et améliorer le service rendu avec la mise en place du Pôle Solidarité Autonomie
- Refonder la politique d'aide à domicile au regard de la Loi sur l'Adaptation de la société au vieillissement

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Renforcer les liens entre les territoires et les acteurs pour veiller à la continuité d'un service d'accueil et d'écoute	<p>Objectif du mandat : Décentraliser l'action sociale au sein des territoires et entre les territoires.</p> <p>Les équipes Autonomie sont désormais totalement intégrées au fonctionnement des Pôles Territoriaux de Solidarité.</p> <p>Fonctionnement en articulation avec les directions centrales autour de l'animation-métier et de la régulation.</p> <p>Sur la totalité des territoires est assurée une mission d'accueil et d'information pour les personnes âgées et les personnes handicapées soit via les services internes du Département soit via des CLIC de niveau 3.</p>	<p>Évolution de l'ensemble des points d'accueil territoriaux internalisés du Département vers un CLIC de niveau 2 ou 3.</p> <p>Achèvement du processus de dématérialisation pour l'ensemble des prestations.</p>	<p>33 895 bénéficiaires de l'Allocation pour les Personnes Agées (APA).</p> <p>6 395 bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).</p>
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à un libre choix de ses parcours de vie	<p>Objectif du mandat : Permettre au Pôle Solidarité et Autonomie d'être identifié et efficace.</p> <p>Le Pôle Solidarité Autonomie a été mis en place au 2 novembre 2016 et son organisation est finalisée.</p> <p>Il est opérationnel sur l'ensemble des dimensions du projet.</p> <p>Une plate-forme Accueil autonomie est mise en place pour la gestion des appels téléphoniques, des messages électroniques, des sites internet. Un processus de dématérialisation est bien engagé.</p>	<p>Obtenir la labellisation Maison de l'Autonomie par la CNSA. Mise en place d'une démarche de simplification des procédures et des démarches pour les usagers. Mise en place d'une démarche de design des services publics. Mise en place des plans d'accompagnement globaux (PAG) dans le cadre de la démarche <i>Réponse accompagnée pour tous</i> pour les personnes en situation de handicap.</p>	<p>9 points d'accueil et d'information sur le territoire pour accompagner les personnes âgées et les personnes handicapées.</p>
 Lutte contre le changement climatique	Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables	<p>Objectif du mandat : Adapter les logements et établissements au changement climatique - Informer les publics des dispositifs en place pour lutter contre le changement climatique (ex : canicule).</p> <p>Le Département et ses partenaires ont proposé un guide technique sur le confort et la maîtrise de l'énergie issue d'une étude prospective. Sur les 8 EHPAD qui y ont contribué, un a lancé sa restructuration lourde, un la commencera en 2018, 2 établissements ont effectué des restructurations plus légères. Ces EHPAD ont pu diffuser leurs connaissances par le biais de leur association ou de leur fédération.</p>	<p>Poursuite de la diffusion du guide technique sur le confort et la maîtrise de l'énergie.</p>	<p>8 EHPAD mobilisés dans le dispositif canicule.</p>
 Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les plans et schémas du Département	<p>Objectif du mandat : Etendre le domaine de formation des professionnels et des usagers.</p> <p>Participation active du Département aux contrats locaux de santé (Bordeaux, Médoc,,) et pilotage dans le cadre du Contrat Local de Santé Métropolitain de l'axe 5 Soutenir l'accompagnement de proximité des publics âgés et en situation de handicap.</p>	<p>Poursuite de la participation et de l'animation du Département au sein des CLS. Mise en place des Plate-formes territoriales d'appui aux médecins traitants.</p>	
 Participation citoyenne	Replacer l'utilisateur en tant qu'acteur de son parcours de vie et de sa prise en charge	<p>Objectif du mandat : Favoriser la participation des usagers aux conseils sociaux de territoires pour faire part de leurs besoins et comprendre les réponses apportées.</p> <p>Installation et séance plénière du Comité Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie.</p>	<p>Poursuite du travail mené par le CDCA dans le cadre des missions prévues par la Loi ASV.</p>	<p>3 séances du CDCA.</p>
 Gouvernance	Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les personnes concernées	<p>Objectif du mandat : Généraliser les Contrats Pluriannuels d'Objectif et de Moyens dans la cadre de la loi autonomie et solidarité.</p> <p>Une conférence des financeurs opérationnelle avec un partenariat constructif, Une démarche de CPOM engagée avec les acteurs de l'aide à domicile et autour de la gestion des habitats collectifs pour les personnes handicapées.</p>	<p>Réalisation du diagnostic visant à la conclusion de CPOM territoriaux pour l'aide à domicile et aboutissement de la démarche sur 3 territoires (2017/2018).</p>	<p>3 appels à projets réalisés en 2017 dans le cadre de la Conférence des Financeurs, 3 CPOM conclus.</p>

Quels impacts de la VP7 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP8 - Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

Commissions :
16. Politique de l'eau et des déchets
17. Infrastructures routières

PRIORITÉS DE MANDAT

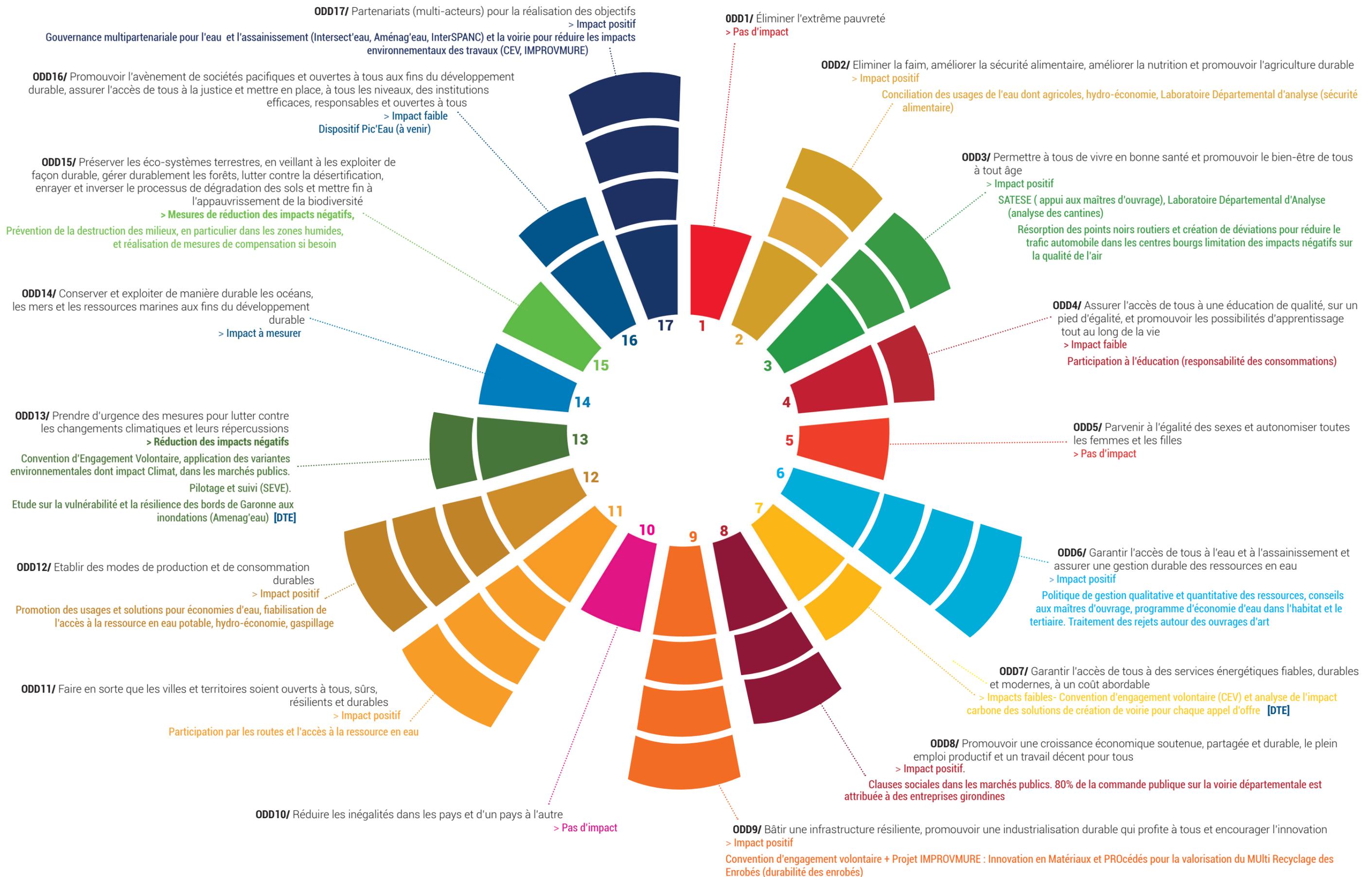
- Accompagner les collectivités et acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs missions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.
- Intégrer la gestion des risques girondins à l'échelle interdépartementale.
- Conforter la sécurisation des infrastructures départementales et hiérarchiser les usages.

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Développer la culture et la prise en compte multidimensionnelle des risques	Objectif du mandat : Intégrer la pratique de l'évaluation des risques dans toutes les compétences du Département et développer la sensibilisation des agents et des territoires à la culture du risque Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) réalise désormais les analyses de contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine et de loisir. Il développe par ailleurs des prestations d'audit pour les risques sanitaires en hygiène alimentaire et légionnelles. Élaboration de la démarche globale sur les risques composée d'une étape d'amélioration de la connaissance (convention avec le GIP ATGéRI) et de la définition du rôle du Département en matière d'identification et de prévention des risques. Déploiement du Plan de Continuité d'Activité.	La création de l'unité chimie environnement permettra au LDA de mieux répondre aux besoins des usagers. Analyse de la vulnérabilité du Département en matière de risques. Conception d'un outil de gestion de crise. Développement d'une ingénierie départementale à disposition des collectivités locales.	Plus de 4000 points d'eau surveillés en Gironde
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir la sécurité des déplacements des girondins	Objectif du mandat : Résorber les points noirs routiers et aménager les conditions de sécurité des voies départementales Poursuite du programme d'investissement routier, recalibrage de la RD9 entre Aillas et A62, réhabilitation du pont Eiffel, aménagements de carrefours giratoires.	Suppression de l'un des derniers passages à niveaux sur routes départementales de Gironde, mise en service de la piste cyclable Bazas Captieux	5,48M€ consacrés à la sécurité routière en 2017 (16 carrefours en giratoire)
 Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la diminution des émissions de GES	Objectif du mandat : Montrer l'exemple dans la construction sobre des routes Consolidation des indicateurs de la Convention d'Engagement Volontaire. Mise en conformité avec les objectifs de la Loi de Transition Énergétique. Expérimentation de recyclage routier (programme national MURE)	Seront traités 100km de route en enrobés tièdes (mise en œuvre à 130° au lieu de 160) ce qui représente 80% des enrobés commandés.	47% des matériaux utilisés sur les chantiers proviennent du recyclage
 Préservation de la biodiversité	Contribuer à la bonne gestion des rejets d'assainissement afin de préserver la qualité des milieux récepteurs	Objectif du mandat : Développer l'appui aux collectivités pour la bonne gestion des rejets d'assainissement Suivi du fonctionnement de l'ensemble des stations d'épuration domestiques (hors Bordeaux Métropole), Suivi de l'état des masses d'eaux superficielles par une analyse de l'impact des rejets de STEP dans les milieux récepteurs. Travailler à la mutualisation pour tendre vers l'amélioration des systèmes épuratoires. Favoriser la mise en œuvre des différents modes d'assainissement (collectif et non collectif) en fonction des spécificités environnementales des territoires concernés. Accompagnement des collectivités dans le contrôle annuel de la bonne exploitation de leurs services publics d'eau potable et d'assainissement.	Poursuivre et développer les actions de 2017. Accompagner les collectivités dans le cadre des fusions et des transferts de compétences (Loi NOTRE) par une vision transversale de la problématique de l'eau (potable et usées) y compris l'état des milieux, l'analyse méthodologique des services publics et l'analyse prospective.	253 stations d'épuration concernées de 20 à 150 000 équivalents/habitants desservant 317 communes soit 706 140 habitants.
 Production et consommation responsables	Zéro déchet non valorisable	Objectif du mandat : Faciliter la mise en place du zéro déchet non valorisable Actions internes au Conseil départemental (exemplarité) Rôle du CD dans l'économie circulaire		
 Gouvernance et Participation citoyenne	Développer la concertation et l'accessibilité des projets avec les Girondins	Objectif du mandat : Installation d'une gouvernance multipartite de l'eau et de l'aménagement Poursuite de la mise en œuvre du programme d'actions « Aménag'eau (assistance territoriale sur l'AMENAGEMENT du territoire et l'EAU) : offre d'ingénierie permettant d'apporter aux territoires et à l'institution départementale un outil de capitalisation des connaissances et un appui méthodologique de programmation. le projet MAC Eau, financé par le programme européen Life+, l'agence de l'eau et la région, s'achève fin 2017: le bilan de cette expérimentation citoyenne sur les économies d'eau doit être présenté au séminaire de clôture en décembre 2017.	Évaluer Aménag'eau et accompagner la réflexion quant à l'exercice des compétences eau, assainissement et gestion des milieux. Contribuer à la mise en œuvre des outils de convergence et de prospective territoriale - le projet PIC'Eau débutera en 2018 pour contribuer à la mise à disposition des données consolidées sur l'eau auprès de tous les usagers avec création d'un outil numérique adapté	28 réunions et bureaux de la commission locale de l'eau (CLE) entre 1er oct. 2016 et 30 sept. 2017

Quels impacts de la VP8 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP9 - Politiques de l'insertion

Commissions :
18. Politique du RSA

PRIORITÉS DE MANDAT

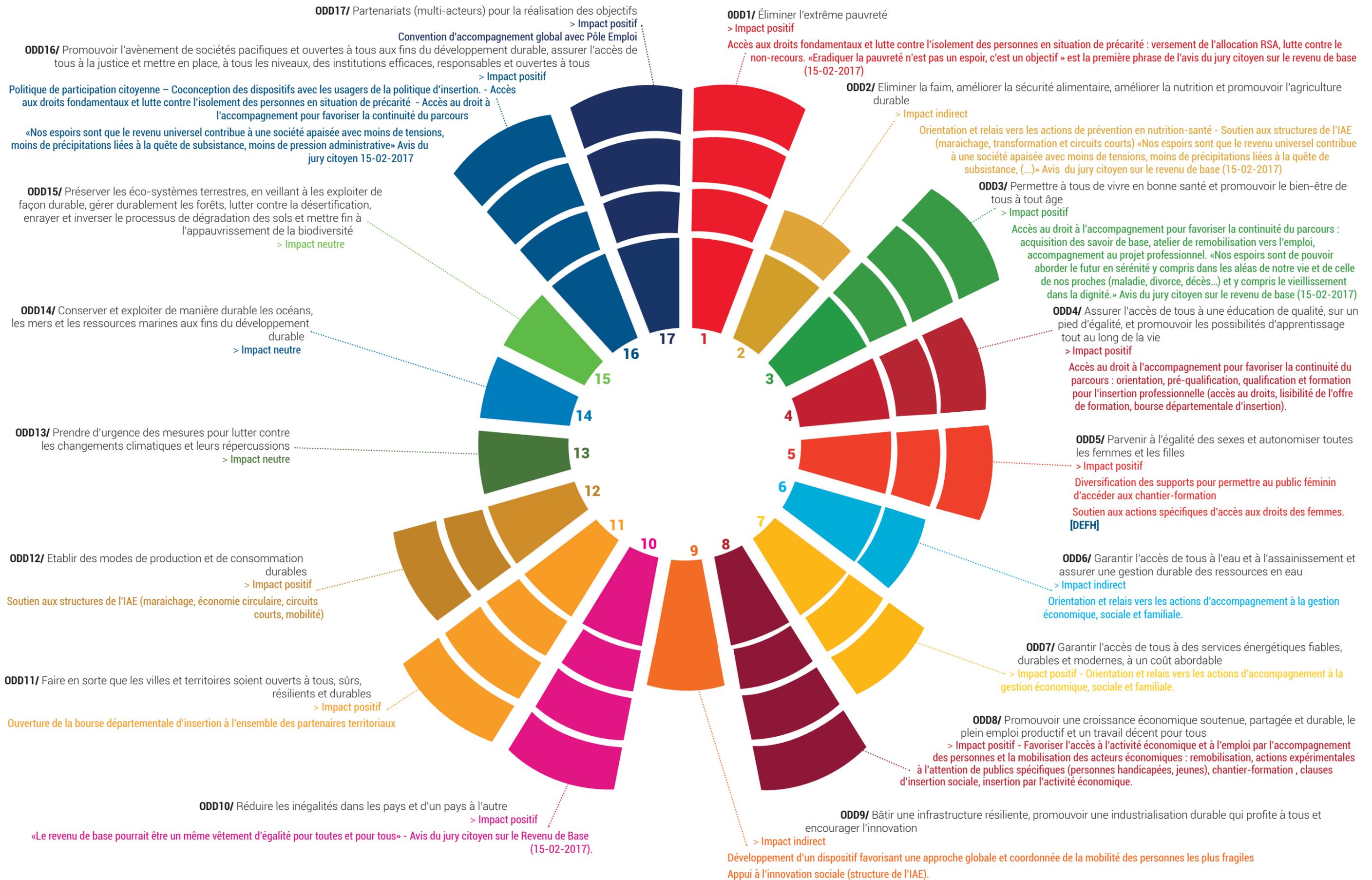
- Faire de l'innovation sociale et de l'expérimentation des outils privilégiés de développement de nos politiques d'insertion et de déploiement de nos dispositifs
- Participer à la réduction des inégalités en soutenant particulièrement les territoires où vivent les publics les plus fragilisés
- Organiser la participation des usagers

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de tous les girondins	Objectif du mandat : Créer une synergie entre les acteurs du champ de l'insertion et être garant qu'il n'y ait pas de rupture des parcours Déploiement de l'accompagnement global des demandeurs d'emploi en situation précaire sur l'ensemble des 9 pôles territoriaux de solidarité en fédérant les acteurs sociaux (MSA, CCAS...). Focus sur les demandeurs d'emploi ayant le plus de difficultés psycho-sociales et nécessitant un soutien extérieur spécifique et ponctuel. Une expérimentation sur 18 mois avec 50 à 80 demandeurs d'emploi a été lancée mi-2017.	Poursuite et suivi de cet axe nouveau pour une évaluation début 2019.	503 personnes intégrées dans l'accompagnement global 01/01/2017 au 22/09/2017 52% de sorties positives du 01/01/17 au 22/09/17 (soit 189/364)
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de tous les girondins	Une organisation territorialisée Lancement d'une approche intégrée entre le siège et les 9 pôles territoriaux de solidarité. Un plan d'action cible 2 champs du dispositif RSA : « l'orientation » des bénéficiaires du RSA et la question de l'accompagnement et des parcours d'insertion. Un travail original a été lancé avec l'ensemble des professionnels sociaux et administratifs, du siège et des territoires, concourant totalement ou en partie aux dispositifs d'insertion des allocataires du RSA.	Mettre en place des propositions, des modes de faire nouveaux, visant à une plus grande efficacité et à des prises en charges plus qualitatives encore.	Délai moyen d'orientation. En 2016 : 101 jours. En 2017 : 80 jours Taux moyen de contractualisation. En 2016 : 51 %. En 2017 : 49,18 %
Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	Objectif du mandat : améliorer l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA et en particulier sur des territoires fragilisés inscrits dans le couloir de la pauvreté. Accent sur l'innovation sociale pour la recherche de solutions insérantes nouvelles : soutien aux initiatives portées par la communauté de Commune de l'Estuaire et par la commune de Castillon la Bataille en lien avec le dispositif national « Territoires zéro chômeur de longue durée » et au lancement de l'action « Développement des emplois et des compétences » sur le territoire du Médoc (après le Sud Gironde et une partie de la Métropole).	De nouveaux appels à projet lancés fin 2017 en faveur de l'insertion des jeunes diplômés ainsi que des travailleurs indépendants verront le jour.	Territoires zéro chômeur de longue durée : taux de couverture BRSA atteint 25,5 % pour un volume de 140 demandeurs d'emploi.
Production et consommation responsables	Garantir l'accès pour tous à une mobilité durable et autonome	Objectif du mandat : Garantir l'efficacité des plateformes mobilité pour permettre un maillage territorial Les plateformes « mobilité » sont des espaces d'accompagnement des personnes fragiles vers une mobilité autonome et durable. 4 plateformes « mobilité » fonctionnent déjà (territoire métropolitain, libournais, Sud Gironde et Blayais) et 2 démarrent (Médoc et Bassin). Elles sont portées par un regroupement de collectivités territoriales autour du Conseil départemental et inscrites dans les Pactes territoriaux.	Analyse des besoins et construction d'outils complémentaires : garage solidaire, structure d'insertion autour de la mobilité, transport à la demande, co-voiturage...	3689 personnes accueillies sur la mobilité depuis 2016
Participation citoyenne	Généraliser la participation des usagers sur les dispositifs qui les concernent	Objectif du mandat : Approfondir et faciliter la participation des usagers en les impliquant dans la mise en œuvre et l'évolution des dispositifs d'insertion au-delà des obligations légales Co-conception avec les usagers : refonte du volet RSA du site Gironde.fr avec les allocataires ; accompagnement d'un groupe d'allocataires dans la construction d'un jeu de société destiné à accompagner les usagers et les professionnels dans la construction de parcours d'insertion ; mise en place d'une étude sur les freins à l'insertion rencontrés par les personnes relevant du RSA associant un groupe d'usagers au comité de pilotage dédié à cette action... Une démarche originale de « panel citoyen » a été menée sur cette même période avec des citoyens girondins afin de les accompagner dans la construction d'un avis collectif sur la mise en place du revenu de base.	Poursuivre le déploiement de démarches en cours tant au niveau départemental que local.	refonte du volet RSA du site Gironde.fr : 11 personnes ; groupe d'allocataires : 10 participants ; étude sur les freins à l'insertion : 50 personnes enquêtées 12 membres au comité de réflexion revenu universel : 17 séquences de travail sur 2,5 mois. Implication collective de près de 120 personnes,
Gouvernance	Poursuivre la concertation et la coconstruction des projets avec les partenaires et les usagers concernés	Objectif du mandat : Installer une gouvernance pérenne La gouvernance du Pacte Territorial d'Insertion s'appuie désormais aussi sur une nouvelle convention de partenariat signée avec l'Etat dans le cadre du Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI) en faveur des actions d'insertion déployées par le département.	Analyse des résultats de l'évaluation et des préconisations formulées pour établir un nouveau PTI 2018-2020.	1 réunion annuelle dont l'objet est la validation conjointe des objectifs de l'année à venir. Nombre de partenaires : 12

Quels impacts de la VP9 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP10 - Politique éducative et sociale, collèges

Commissions :
19. Collèges

PRIORITÉS DE MANDAT

- Favoriser le développement de la politique éducative et sociale.

- Consolider le Plan stratégique collèges.

- Etablir un partenariat contractualisé avec les établissements.

Responsabilité sociétale
Légende amélioration PDCA
(d'après le guide d'évaluation AFAQ
26000 collectivités - AFNOR)

 P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

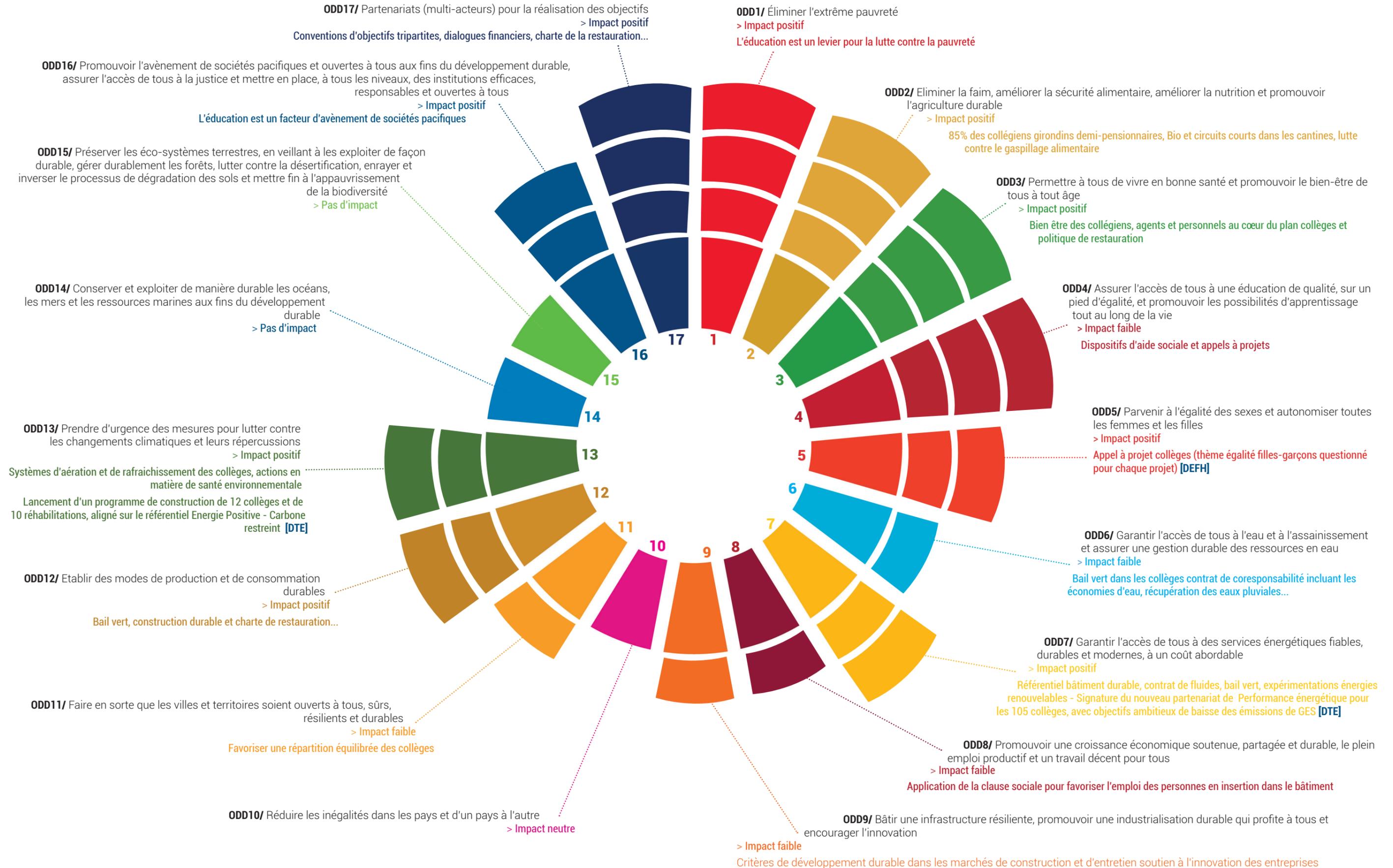
 D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

 C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

 A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accès équitable et solidaire pour tous à l'éducation	Objectif du mandat : Mener une démarche prospective pour penser les collèges dans 30 ans en mettant au cœur le bien-être des élèves Mise en place d'une concertation avec l'Éducation Nationale pour définir le nouveau référentiel numérique des collèges abouti en juillet 2017 et du nouveau programme technique fonctionnel des collèges abouti en octobre 2017 . Nouvelle étude démographique permettant d'anticiper l'arrivée de plus de 7 000 collégiens d'ici 2024 et définition d'un plan collèges ambitieux 2017-2024 avec la création de 12 nouveaux collèges dans cette période Lancement d'un plan sur 3 ans visant à réhabiliter les sanitaires des collèges présentant une situation d'inconfort	Lancement opérationnel du plan collèges . Poursuite du plan sanitaires	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser le bien-être, la citoyenneté et le savoir vivre ensemble au collège	Objectif du mandat : Aller vers une logique de massification de l'usage du numérique au service de la pédagogie et de l'apprentissage et favoriser l'épanouissement de tous les personnels des collèges Passage des 105 collèges à un débit de 20 mégas Inventaire du parc informatique finalisé fin 2017 Définition de nouvelles modalités d'équipement des collèges sur la base du référentiel numérique concerté avec l'Éducation National pour un équipement plus complet et en équité sur l'ensemble des collèges	Mise à niveau effective des réseaux Voix Données Image (VDI) des 105 collèges Déploiement de la reprise des systèmes d'information des collèges et d'une assistance téléphonique au profit des collèges Passage des collèges à un débit de 60 mégas	60 nouveaux collèges passés à un débit de 20 mégas en 2017 = les 105 collèges couverts en 2017
 Lutte contre le changement climatique	Promouvoir une démarche de qualité dans la gestion de l'énergie	Objectif du mandat : Poursuivre et améliorer la performance énergétique des collèges, notamment par le renouvellement du contrat fluides des collèges et la mise en place d'un Contrat de Performance Énergétique à l'échelle des 105 collèges Écriture du cahier des charges du nouveau contrat de performance énergétique avec des collèges volontaires. Choix des nouveaux prestataires et déploiement d'un nouveau contrat ambitieux	Mise en œuvre d'un plan de progrès intégrant un volet important relatif à la sensibilisation des usagers mais aussi renforçant le recours aux énergies renouvelables. Objectif : certification du système de management de l'énergie (ISO 50 001) à l'horizon 2020.	Objectifs de performance : - 19% sur les consommations de gaz, - 18% sur les consommations d'électricité, - 1000tonnes de CO2/an
 Préservation de la biodiversité	Susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : Intensifier le recours à des produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration au sein des collèges objectif 2020 20% de bio sur les collèges. Lancement d'un travail avec la direction de la cohésion territoriale et de la coopération européenne pour structurer l'offre locale des producteurs et l'adapter aux besoins des collèges Expérience probante de sensibilisation à cette thématique dans les collèges et lors de la fête des collégiens avec des jeunes en service civique	Finalisation du marché expérimental pour un approvisionnement en circuits courts sur trois territoires	Indicateur de progrès : nombre de collèges labellisés «établissement bio engagé»
 Production et consommation responsables	Conduire une politique de restauration homogène, responsable et locale	Objectif du mandat : Généralisation et application de la Charte de la restauration Objectif : 100% des collèges utilisateurs de la plate forme en 2018. Co écriture avec des collèges volontaires du cahier des charges d'une plateforme informatique de la restauration permettant de doter les équipes d'outils pour lutter contre le gaspillage alimentaire, gérer les approvisionnements, travailler sur des menus privilégiant des produits de saison en circuits courts - 5 collèges ont également testé une nouvelle solution informatique	Accompagnement des collèges dans le déploiement à venir de la plateforme informatique outil de gestion des approvisionnement et de lutte contre le gaspillage alimentaire.	28 collèges (56 personnes) ont participé à la rédaction du cahier des charges.
 Gouvernance et Participation citoyenne	Piloter la concertation pour chaque projet engagé	Objectif du mandat : Refonte de la gouvernance pour aller vers des contractualisations multipartites et coconstruite. Signature de 28 Contrats d'Objectifs Tripartites. Mise en place de dialogues financiers avec les établissements afin de construire un plan d'actions commun visant à restaurer la situation financière des collèges en difficulté (une dizaine de dialogues sur le 1er semestre 2017)	Poursuite des dialogues et signature de 52 COT, poursuite des dialogues financiers. Nouveaux dispositifs appels à projet (culture scientifique et découverte monde professionnel) et création d'une plateforme bourse aux stages.	725 projets de financements, pour 130 établissements avec 18 dispositifs

Quels impacts de la VP10 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP11 - Mobilités

Commissions :
20. Mobilités

PRIORITÉS DE MANDAT

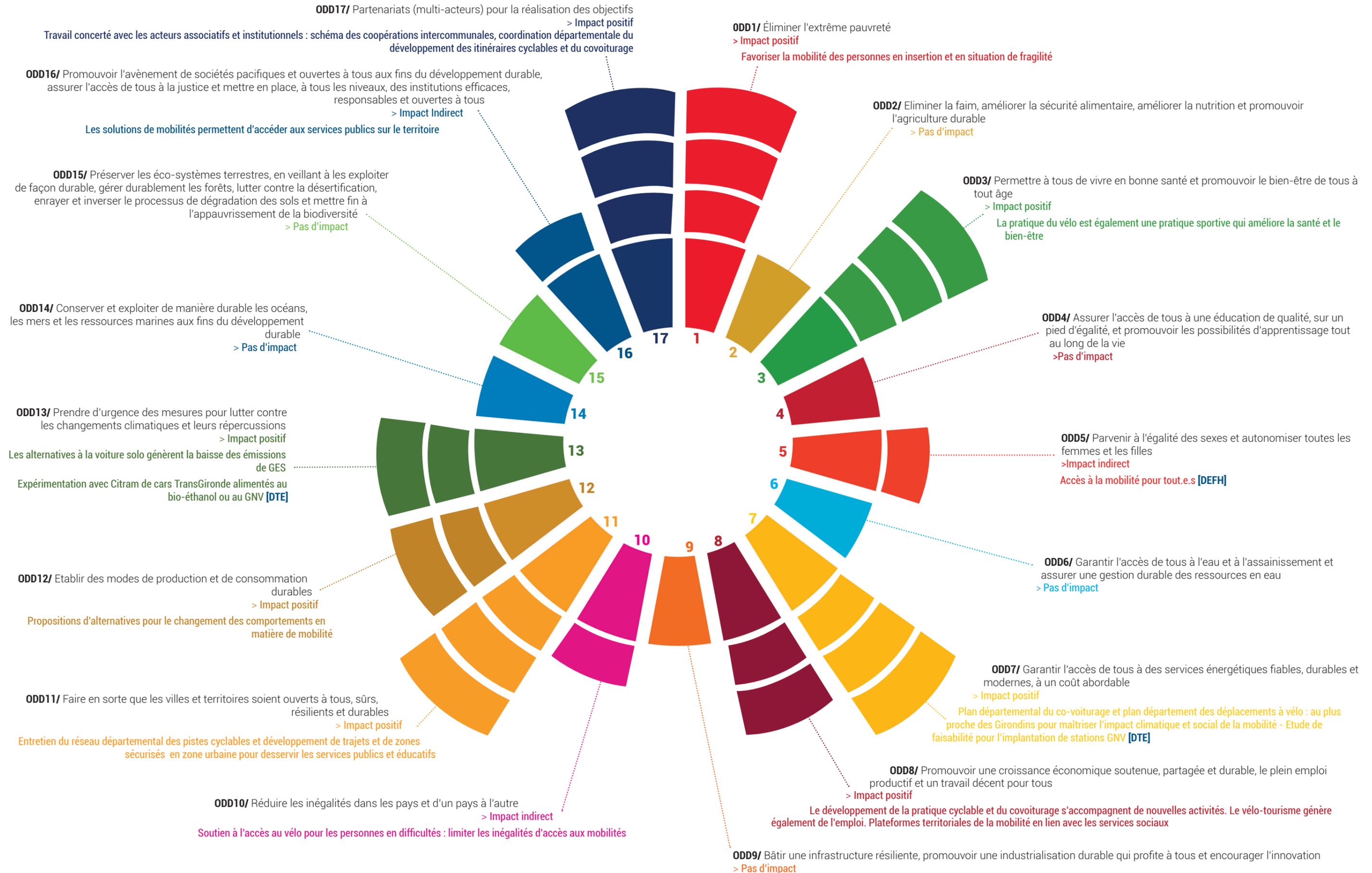
- Encourager les mobilités douces pour les trajets domicile-travail et scolaires
- Assurer la continuité d'un service public de transport favorisant la solidarité territoriale
- Encourager le covoiturage

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Équilibrer l'offre de mobilité sur tout le territoire	Objectif du mandat : Développer les mobilités douces sur tout le territoire En partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine, adaptation du transport de proximité aux nouveaux périmètres des Communautés de Communes dans le cadre de la mise en place du Schéma Départemental de coopération intercommunale (15 Communautés de Communes dotées). Harmonisation du dispositif sur la Communauté de communes du Sud Gironde	Compléter l'état des lieux du réseau des pistes cyclables (départementales, intercommunales, communales) afin de favoriser sa continuité. Développer de nouvelles aires de covoiturage sur l'ensemble du territoire	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Lutter contre l'isolement et permettre la mobilité pour tous	Objectif du mandat : Assurer une offre de transports adaptée à tou.te.s les girondin.e.s Poursuite de la mise en accessibilité des arrêts TransGironde sur le réseau de lignes régulières, mise en place de la tarification Horizon pour les usagers du Transport de Proximité sur 11 Communautés de Communes et renouvellement du marché transport scolaire des élèves et étudiants handicapés (840 enfants transportés chaque jour par taxis)	Poursuivre le travail d'amélioration de l'accès au vélo des populations connaissant des difficultés d'insertion sociale (en lien avec la VP Insertion). Poursuivre le déploiement des aires de covoiturage aux abords des grands axes routiers et à proximité des nœuds intermodaux	L'exercice 2016/2017 enregistre +6% de fréquentation commerciale par rapport à l'exercice précédent
 Lutte contre le changement climatique	Permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport	Objectif du mandat : Permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport Renouvellement du Système d'Information Voyageurs TransGironde intégrant le vélo dans le module de recherche intermodale. Mise en place d'un partenariat avec la Région Nouvelle Aquitaine afin que transgironde.fr regroupe l'ensemble des mobilités girondines	Dès 2018, poursuivre le travail avec les autorités organisatrices de transport afin d'améliorer l'intermodalité et mettre en œuvre la continuité des déplacements TC / Vélo	
 Production et consommation responsables	Créer les conditions du changement de comportement vers des mobilités douces	Objectif du mandat : Promouvoir les mobilités douces et encourager l'exemplarité interne Mise en œuvre d'expérimentations en matière de carburants alternatifs sur les lignes régulières du réseau TransGironde : - Gaz Naturel pour Véhicules qui permet d'améliorer la qualité de vie en n'émettant aucune odeur, aucune fumée et 2 fois moins de bruit qu'un moteur diesel, de limiter la pollution atmosphérique en émettant peu de particules fines, d'oxydes d'azote et de polluants ; - ED 95 qui n'émet aucune particule et permet une réduction de 85% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et de 50% d'oxydes d'azote (Nox) par rapport au diesel fossile.	Mise en œuvre des premières actions du Plan Départemental Vélo (communication, équipements d'arceaux à vélo) notamment envers les agents du département (site central et dans les antennes territoriales)	
 Gouvernance et Participation citoyenne	Engager un dialogue avec les partenaires locaux pour tous les projets	Objectif du mandat : Intégrer la question des transports dans les Pactes territoriaux Déploiement du transport de proximité et harmonisation de l'offre sur l'ensemble de la CdC du Sud Gironde à partir du 1er septembre. Adaptation du dispositif Transgironde Proximité aux périmètres des nouvelles intercommunalités. Mise en place de la tarification Horizon pour les usagers du Transport de Proximité sur 11 Communautés de Communes	Poursuivre les échanges avec les acteurs associatifs et institutionnels girondins autour de l'aménagement d'aires de covoiturage et de pistes cyclables sur les territoires	15 CDC partenaires ; près de 42 000 voyages en 2016

Quels impacts de la VP11 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP12 - Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques

Commissions :
21. Relations avec les usagers et accès numérique

PRIORITÉS DE MANDAT

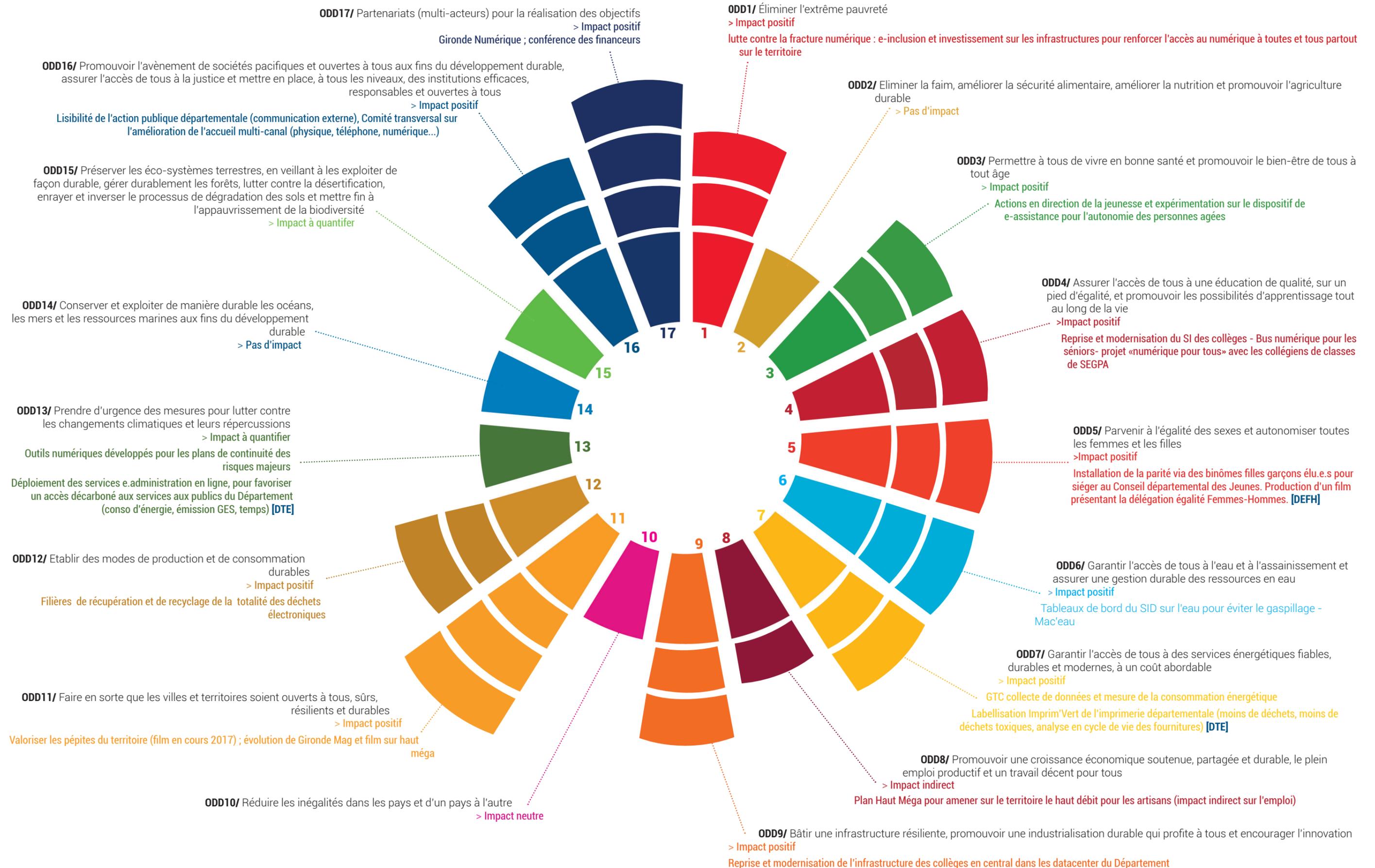
- Renforcer notre politique en faveur de la citoyenneté
- Accélérer notre transition numérique

Responsabilité sociétale
Légende amélioration PDCA
(d'après le guide d'évaluation AFAQ
26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Assurer une information utile et largement accessible S'engager contre la fracture numérique	Objectif du mandat : Bonne compréhension et perception par les Girondins des compétences et domaine d'intervention du Département. Câbler en haut débit 205 000 foyers (hors Métropole et Libournais) en fibre optique et haut débit. Refonte du portail gironde.fr ; mise en place d'une étude sur l'image du Département pour recueillir la perception des usagers Un plan d'urgence a été lancé sur 39 communes pour traiter prioritairement les 39 NRA (Noeud de Raccordement) au débit utilisateur le plus impacté par des problèmes de saturation.	Le plan Haut Mega va connaître une phase de déploiement sur l'ensemble de la Gironde en 2018 sur 10 ans. Un appel d'offre est en phase de consultation pour un choix fin 2017.	Couverture des 410 000 foyers situés hors Métropole grâce à un réseau de desserte de 23 500 km au total sur 10 ans
 Épanouissement de tous les êtres humains	Conforter l'accès aux droits par la communication concourant à une meilleure lisibilité des services du Département	Objectif du mandat : Permettre aux usagers de s'identifier et se décomplexer vis-à-vis des services du Département et développer le réseau et son utilisation par les usagers Bus numérique pour offrir un service de proximité aux seniors isolés ; projet «numérique pour tous» avec les classes de SEGPA ; Élaboration du Schéma Départemental des Usages Numériques ; Réflexion sur le service public de e-assistance pour le maintien des personnes âgées à domicile...	Organisation des assises des solidarités numériques ; poursuite du projet numérique pour tous avec les collégiens ; Lancement du Schéma Départemental des Usages Numériques ; Soutien aux associations et aux porteurs de projets numériques avec une priorité à l'e-inclusion pour les publics éloignés des usages numériques	60 jeunes collégiens de classe de SEGPA impliqués dans le projet «numérique pour tous»
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'inclusion numérique de tous	Objectif de mandat : Améliorer l'accueil des usagers pour une meilleure effectivité de leur accès aux droits L'accueil téléphonique des Maisons Départementales de la Solidarité et de l'Insertion et du pôle autonomie est en phase d'observation (suivi sur le décisionnel) et d'amélioration	Mise en œuvre du projet de Gestion de la Relation Usagers pour améliorer l'accueil sur tout type de canal Amélioration de l'accueil des usagers pour une meilleure effectivité de leur accès aux droits en vue d'une augmentation du taux de décroché	Nombre d'appels reçus Plateforme Accueil téléphonique centrale : 218.420 Taux de réponse : 79% Taux de rappel : 12%
 Lutte contre le changement climatique	Accroître la réduction des impacts énergétiques de la politique numérique	Objectif du mandat : Basculer progressivement vers de nouveaux Data Center et poursuivre la mutualisation des services et espaces serveurs Les salles serveurs du Département remises aux normes et permettant ainsi d'héberger des serveurs (Gironde Numérique et ses adhérents) ; poursuite du projet d'archivage mutualisé via Gironde numérique ; mutualisation de l'architecture serveurs et réseaux avec hébergement des collèges au fur et à mesure de leur reprise et modernisation.	Plan Collèges Numériques : poursuite de la reprise et de la modernisation du SI Mise en place d'un autocom multi entités afin de servir à terme les collectivités via Gironde Numérique	20 000 postes informatiques pour les collèges à intégrer dans le plan de migration jusqu'en 2021 6 collèges repris en 2017, 12 collèges prévus en 2018, puis 32 chaque année
 Production et consommation responsable	Poursuivre l'utilisation de papier recyclé et organiser le recyclage des déchets numériques	Objectif du mandat : Mettre en place un marché de récupération et de recyclage des déchets numériques Récupération et recyclage de l'intégralité des déchets numériques	Poursuite de la récupération et recyclage de l'intégralité des déchets numériques Renforcement de la communication notamment auprès des collèges sur cette offre de service	100 % de récupération et recyclage des déchets numériques
 Gouvernance et Participation citoyenne	Associer les citoyens à la politique de communication Travailler avec les territoires en faveur du développement numérique	Objectif du mandat : Déploiement du haut débit de 2017 en lien étroit avec les communautés de communes et les territoires. Les réunions publiques sont enclenchées pour informer du déploiement du réseau, de l'engagement financier, du financement du projet	Poursuite du déploiement et lancement du chantier citoyenneté numérique	Réalisation du plan d'urgence de l'opticalisation de NRAZO saturés, présenté au travers de 38 réunions publiques (Préfiguration Plan Haut Mega)

Quels impacts de la VP12 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP13- Promotion de la santé et protection de l'enfance

Commissions :
22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance

PRIORITÉS DE MANDAT

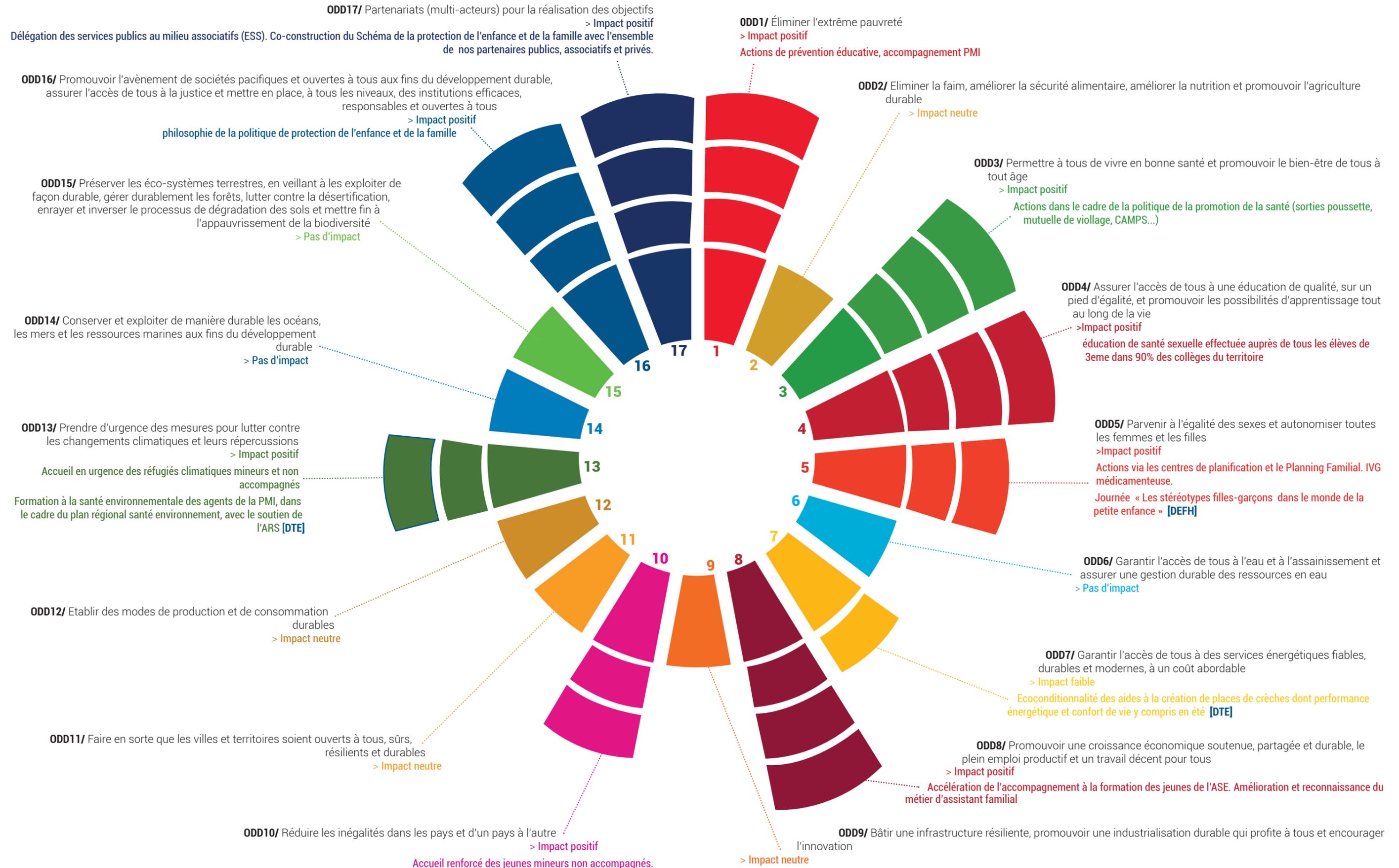
- Prévenir les situations de placement, assurer la protection des enfants confiés au Président du Département et accompagner les jeunes majeurs vers leur autonomie
- Promouvoir la santé et réduire les inégalités d'accès aux services de prévention et de soins

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accueil adapté aux projets de l'enfant	Objectif du mandat : Limiter les ruptures de parcours des enfants Écriture du Schéma départemental de la protection de l'enfance et de la famille	Lancement du projet accueil fratrie	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à l'information en matière de santé et aux traitements	Objectif du mandat : 100% des collégiens reçoivent une information sur la vie sexuelle et affective Les actions auprès des jeunes girondins se sont poursuivies dans une approche globale de leur santé sexuelle. Les enjeux dans ce domaine demeurent importants, à la charnière du sanitaire, du social et de l'éducatif. La gamme des préoccupations en matière de santé sexuelle s'est étendue : la recrudescence des IST, la diffusion de la pornographie, le durcissement parfois constaté des relations entre garçons et filles, les violences liées à la sexualité, l'objectif de lutte contre l'homophobie sont autant d'évolutions qui appellent une approche globale, à côté d'aspects plus techniques de prévention des risques.	Poursuite de ces objectifs avec développement d'une communication plus interactive avec les jeunes. Développement de l'IVG médicamenteuse dans le milieu rural et des actions hors les murs d'information, de prévention et de dépistage des infections sexuellement transmissibles au plus près des lieux de rencontres des jeunes. Implication des acteurs locaux dans ces actions pour améliorer le travail en réseau	
 Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser la Co-construction des projets éducatifs avec les personnes concernées	Objectif du mandat : Mise en place et installation de la gouvernance autour du Projet pour l'enfant, PPE.	Création du Conseil départemental des jeunes de la protection de l'enfance	
 Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les milieux de vie	Objectif du mandat : Intégrer la santé-environnement dans la formation des professionnels et des usagers Les actions d'information et de sensibilisation à la santé environnementale se sont poursuivies auprès des jeunes parents. Ont démarré des cycles d'information et de sensibilisation auprès des professionnels de la petite enfance (établissements d'accueil du jeune enfant et assistants maternels). Le 16 juin journée de toutes les animatrices des relais assistants maternels, le 3 juillet pour les coordonnateurs petite enfance et le 18 novembre lors du forum des assistants maternels.	Perspective de la diffusion de cette information en proximité des professionnels petite enfance (assistants maternels) sur les pôles territoriaux de solidarité	
 Production et consommation responsables	Développer les groupes de paroles soutien à la parentalité sur tous les secteurs des PMI	Objectif du mandat : Soutenir les groupes de paroles « actions collectives soutien à la parentalité » Les 17 groupes de paroles de parents se sont tenus mensuellement. Animés par des professionnels de PMI (sage-femme et puéricultrice) le plus souvent, ils ont pu associer des assistants sociaux ou des partenaires associatifs. L'objectif de ces groupes est d'apporter un lieu d'écoute et de soutien à la parentalité de futurs parents ou parents. La consommation responsable notamment sur l'alimentation ou le matériel de puériculture est une préoccupation récurrente.	Évaluation de ces groupes de paroles et évolution pour améliorer les attentes des parents.	17 groupes de paroles mensuels
 Gouvernance et Participation citoyenne	Inclure les usagers dans l'élaboration des innovations territoriales	Objectif du mandat : Élaboration et mise en œuvre du Schéma départemental d'accessibilité aux services et intégration dans les Pactes territoriaux La thématique santé est abordée dans plusieurs pactes territoriaux dans le cadre du schéma d'accessibilité aux services. Démarrage dans le pays foyen dès septembre	Évaluation de l'expérience du pays Foyen et diffusion dans d'autres territoires dans le cadre de la mise en place et le suivi des maisons de santé pluridisciplinaire.	

Quels impacts de la VP13 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP14 - Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Commissions :
23. Ressources humaines
24. Modernisation des moyens et des services

PRIORITÉS DE MANDAT

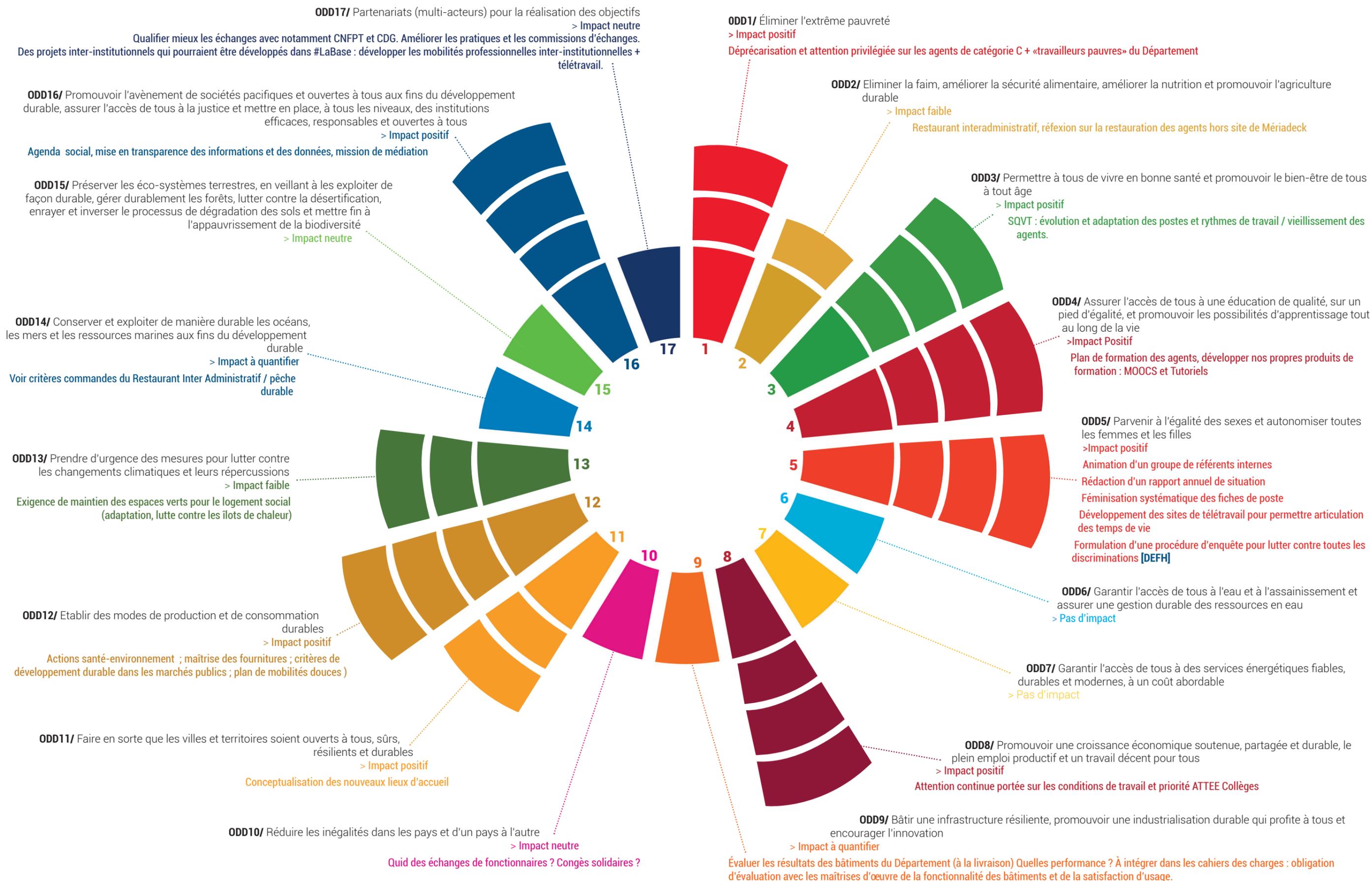
- Engager un dialogue social de qualité au travers d'un agenda social multi-thématique sur 3 ans : politiques de l'emploi, salariale et promotionnelle, GPEC, mobilité interne, protection sociale complémentaire et amélioration des conditions de vie au travail...
- Accompagner l'évolution des services en tenant compte des nouvelles approches territoriales et législatives afin de promouvoir un service public départemental de qualité

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'échange, le transfert et le partage de compétences	Objectif du mandat : Identifier les fonctions tutorales dans tous les services du Département Territorialisation et professionnalisation du recrutement des agents de collègues. Développement des actions en faveur de l'insertion professionnelle : services civiques (13) ; contrats d'apprentissage (26)	Reconnaissance de la fonction tutorale au niveau des services. Développer des réseaux de compétences au niveau de la structure.	33 tuteurs pour les emplois d'avenir et les contrats d'apprentissage au 17/07/2017
 Épanouissement de tous les êtres humains	Développer la démarche Santé et qualité de vie au travail (SQVT)	Objectif du mandat : Intégrer dans chaque projet de services une réflexion SQVT Informations, échanges et co-construction sur tous les projets d'ampleur et de réorganisation. Renforcement de l'anticipation et de la gestion de crise (bâtiment Croix du Palais). Bonnes conditions de transfert des personnels (loi NOTRe) Préparation d'un protocole «Difficultés et Souffrance au Travail»	Implication des agents et des services dans l'amélioration de leur qualité de vie au travail et la co-construction d'un projet de solidarité à l'échelle du territoire qui intègre les 2 objectifs d'amélioration des services aux usagers et la lisibilité du service départemental. Traduction d'un indicateur SQVT dans les documents uniques des structures	30 réunions avec les agents dans le cadre du déménagement de Mériadeck
 Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la sensibilisation- action des agents à la réduction des GES	Objectif du mandat : Elaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des agents au bon usage des bâtiments Déménagement Tour Egalité (Bordeaux Mériadeck).	Travailler sur le plan transport et le plan mobilité à l'échelle de la collectivité et de la structure (y compris pôles)	297 télétravailleurs au 1er/09/17 (bi-localisé ou télétravail sur tiers lieux) soit une augmentation annuelle de 45 %
 Préservation de la biodiversité	Conforter la démarche saine d'entretien des locaux	Objectif du mandat : Généraliser le nettoyage sain et écologique des locaux entretenus par le Département Poursuite des formations des agents d'entretien (formation d'intégration à l'embauche sur l'entretien sain des locaux).	Continuer les formations des agents d'entretien et lancer un chantier sur les bonnes pratiques des agents en matière de qualité de l'air intérieur (aération, matières...)	
 Production et consommation responsables	Renforcer la responsabilité sociale et environnementale de chaque agent	Objectif du mandat : Décliner les engagements de responsabilité sociétale dans les projets de services Évaluation de suivi AFAQ 26000 collectivités menée par AFNOR Certification. Maintien du niveau «confirmé»	Intégration des préconisations du rapport d'évaluation ISO 26000 dans le plan d'administration et les projets de service.	La note de gouvernance interne de l'évaluation AFAQ 26 000 = 49/100 (= mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes concernées et indicateurs d'efficacité)
 Gouvernance et Participation citoyenne	Renforcer le dialogue social	Objectif du mandat : Mettre en place un agenda social pour planifier les échanges et construire les évolutions en matière de ressources humaines. Résorption Emploi Précaire (64 stagiairisations au 1 ^{er} /07/17) Augmentation de la participation employeur à la Protection Sociale Complémentaire. Amélioration des conditions de progression de carrière (augmentation des ratios) ; évolution des conditions de mobilité des agents ; concertation sur la refonte du régime indemnitaire. Diagnostic des risques psychosociaux.	Développer les projets de concertation et de co-construction à l'échelle des services et développer les médiations intermédiaires.	8 instances

Quels impacts de la VP 14 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



VP15- Patrimoine départemental

Commissions :
25. Patrimoine départemental

PRIORITÉS DE MANDAT

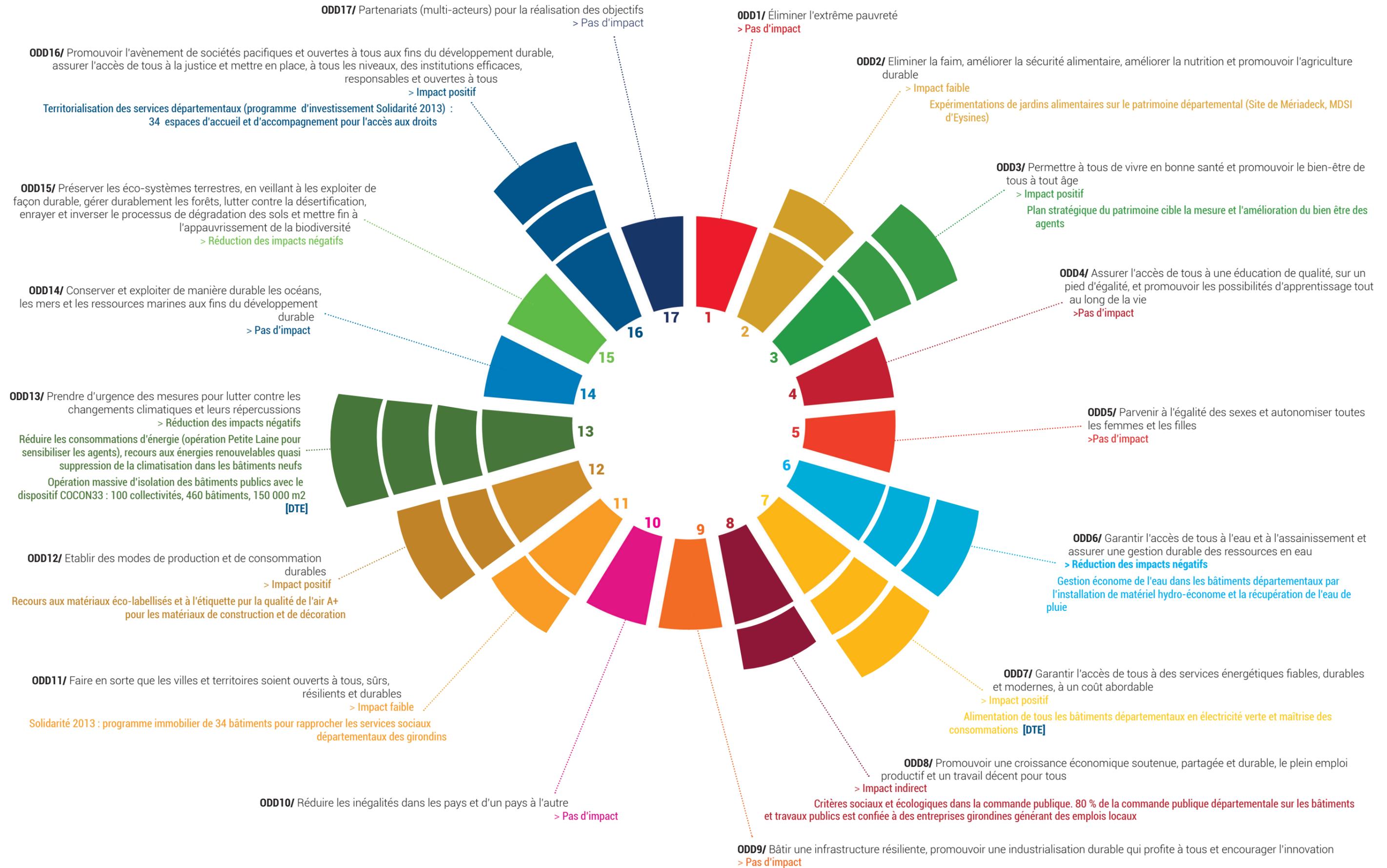
- Rationnaliser le patrimoine départemental
- Actualiser le partenariat avec l'État
- Améliorer l'existant et le nouveau patrimoine dans une optique de développement durable

Responsabilité sociétale Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

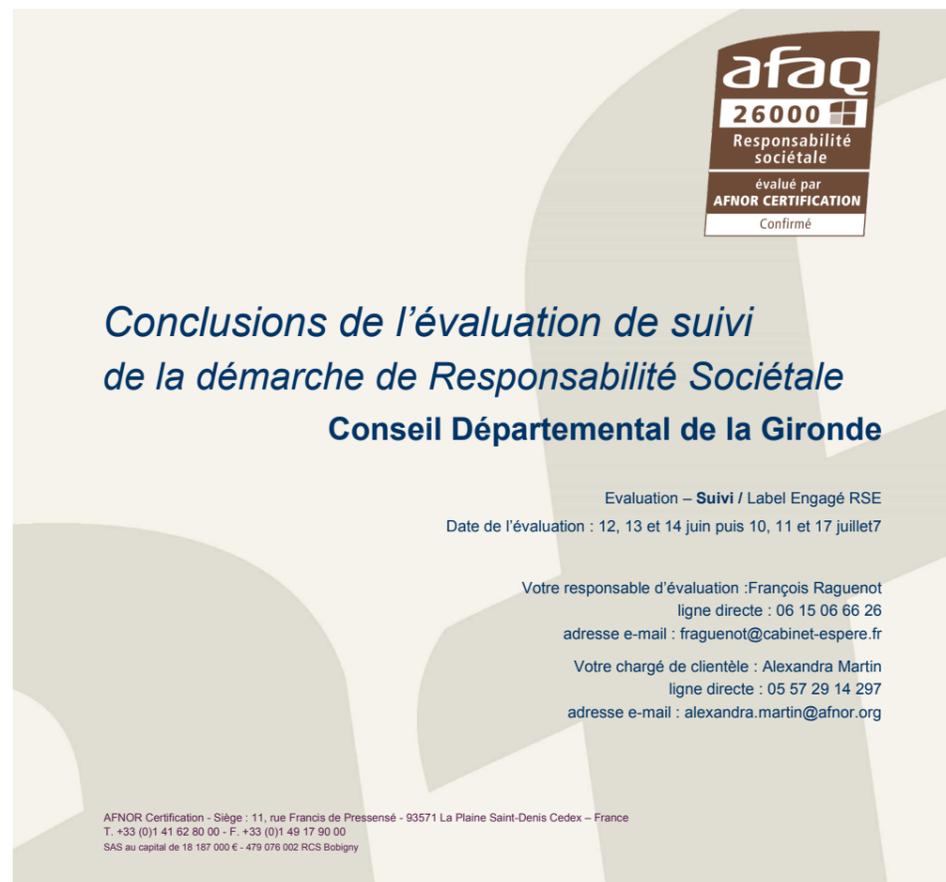
-  P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours
-  D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes

FINALITES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2017	PRÉVU POUR 2018	REPÈRES
 Épanouissement de tous les êtres humains	Développer l'évaluation du bien-être au travail sur le volet patrimonial	Objectif du mandat : Evaluer le bien-être dans les bâtiments du Département Le Plan Stratégique Patrimonial a été travaillé durant toute l'année, y compris avec la Direction des Collèges. Ce Plan a été présenté en comité d'investissement, il fait l'objet d'une expérimentation sur le territoire du pôle de Lormont. Il sera présenté à validation avant la fin de l'année 2017.	Les résultats de l'expérimentation de Lormont permettront de développer un modèle sur le territoire. Dès lors nous pourrions détailler un plan d'investissement pluriannuel par territoire.	<i>Les 36 sites de la solidarité ont fait l'objet d'une cotation d'usage par les occupants, L'analyse est en cours</i>
 Lutte contre le changement climatique	Réduire l'impact climatique du patrimoine	Objectif du mandat : Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des agents Le règlement d'utilisation est en cours de mise en œuvre. Les véhicules affectés sont en phase de restitution. Le projet «plan de déplacements professionnels» pour une meilleure adéquation des moyens sera lancé fin 2017.	Un déploiement de Gremlins est porté par la DGAS sur les pôles territoriaux. L'interface avec DIG DASH de la DSIN permettra l'exploitation des bases de données; enfin une expérience de géolocalisation sera proposée.	<i>Un plan de déploiement de bornes électriques est lancé, plus de 30 véhicules électriques seront déployés sur le territoire sur la période 2017 - 2019.</i>
 Lutte contre le changement climatique	Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments	Objectif du mandat : Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments. Adhésion au SDEEG pour l'électricité et le gaz	Prix de l'électricité maintenue (prévision entre 0 et - 3%) - Prix du gaz - 20% d'économie par rapport à l'ancien marché du SDEEG	<i>-10% sur l'électricité / -16% pour le gaz par rapport aux tarifs réglementés</i>
 Préservation de la biodiversité	Poursuivre l'intégration des enjeux d'économie d'eau au sein des bâtiments	Objectif du mandat : Maitriser les consommations d'eau dans les bâtiments Installation de cuves de récupération d'eau sur la MDSI Ambares et du Bouscat	Améliorer le système de filtration et tester à titre d'exemplarité les systèmes existants en vue d'améliorer leur maintenance.	<i>la part de récupération d'eau pour l'immeuble Gironde représente environ 20% par an</i>
 Production et consommation responsables	Renforcer la pertinence des choix patrimoniaux en termes de développement durable et affiner les critères de la commande publique en conséquence	Objectif du mandat : Mutualiser et optimiser les marchés publics départementaux pour une consommation responsable 9 opérations sont concernées par l'application de la clause sociale, à travers 42 marchés qui conduisent à plus de 5300 heures d'insertion	Un nouveau marché de collecte des biodéchets passé fin 2016 avec une entreprise de l'ESS permet de répondre à un besoin tout en intégrant des clauses sociales. Son impact pourrait toutefois être considérablement développé avec la mutualisation de ce service vers les collèges.	<i>5 300 heures d'insertion pour les marchés du patrimoine départemental</i>
 Gouvernance et Participation citoyenne	Généraliser la concertation avec les acteurs concernés durant toutes les phases du projet	Objectif du mandat : Organiser des concertations entre les usagers / agents / entreprises / services pour que chacun prenne sa place sur les opérations structurantes La tour Gironde Égalité est aujourd'hui occupée par plus de 430 personnes. Des réunions régulières se tiennent afin d'apporter au fil de l'eau les ajustements nécessaires.	Le Plan Stratégique Patrimonial est en cours d'expérimentation sur le territoire de Lormont pour une généralisation de la méthode à suivre.	<i>En 2017 avant et après emménagement 19 réunions d'échange avec les occupants de la Croix du palais ont eu lieu et ont permis soit d'expliquer le fonctionnement du bâtiment, soit de rectifier des imperfections.</i>

Quels impacts de la VP 15 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?



Conclusions de l'évaluation de suivi de la démarche de responsabilité sociétale



Le Département de la Gironde a mandaté AFNOR Certification en 2012 pour évaluer la Responsabilité Sociétale de son Organisation en testant le référentiel AFAQ 26000 Collectivité. Cet exercice a été renouvelé en début de mandat sur le référentiel stabilisé. Octroyé pour 3 ans, le niveau « confirmé » de la reconnaissance « AFAQ 26 000 Collectivité » doit être néanmoins revalidé tous les 18 mois par un dispositif appelé par AFNOR « Evaluation de Suivi ». Cette évaluation de suivi a été menée par AFNOR Certification mi-2017. Voici les conclusions extraites du rapport.

« Dans le cadre du renouvellement de son évaluation AFAQ 26000 fin 2015, le Conseil départemental de Gironde a obtenu la note de 569 points et se positionne donc au-delà du 3^e palier sur 4 de maturité en matière d'intégration des principes et questions centrales de la RSE dans la stratégie et les pratiques de l'organisation. Ce très bon résultat est confirmé par le suivi d'évaluation réalisé ici.

En effet, les échanges qui ont eu lieu lors de ce « point d'étape » ont permis de mettre en évidence la pérennité de l'engagement et la réalité de la mise en œuvre de la plupart des actions engagées ou prévues il y a 18 mois.

Ce suivi d'évaluation a résolument été orienté sur l'identification des principaux points de progrès en matière de responsabilité sociétale. L'ensemble des vice-présidences ont été interrogées en association avec les directions avec lesquelles elles travaillent dans le cadre de leurs objectifs de mandats. Des parties prenantes externes ont également été interrogées afin de compléter l'approche.

« la pérennité de l'engagement et la réalité de la mise en œuvre de la plupart des actions engagées ou prévues il y a 18 mois. »

L'engagement du Département de la Gironde en matière de responsabilité sociétale s'est renforcé dans la mesure où les orientations très structurantes annoncées ont bel et bien été mises en œuvre (exemple : Gironde 2033 et les pactes territoriaux ou l'agenda social interne). Une réflexion a été menée pour amener plus de transversalité à la fois dans l'organisation mais aussi avec les parties prenantes externes (LaBase par exemple).

Cette « meilleure » transversalité est reconnue aujourd'hui par les acteurs interrogés, même s'il convient de dire que les objectifs ne sont encore pas atteints. En effet, par exemple, les parties prenantes peuvent encore ressentir un manque d'agilité dans la communication interne lorsque leur dossier concerne plusieurs services du Département. A noter tout de même la capacité de plus en plus importante du Conseil

départemental à améliorer le parcours des usagers dans les services de l'institution et même à faire participer les bénéficiaires dans l'élaboration de leur parcours.

Les élus interrogés ont généralement mis en avant une volonté réelle de positionner clairement leur rôle par rapport à l'administration. Ils identifient le risque d'une implication trop forte dans le déploiement

opérationnel des politiques qu'ils impulsent. Cette réflexion semble tout à fait pertinente au regard des attentes des parties prenantes et de l'évolution du contexte de l'institution qui implique de faire évoluer les processus de prise de décision afin de les rendre plus agiles / efficaces. Elle pourrait faire l'objet d'une décision collective formalisée et d'une mise en application généralisée.

Les Pactes Territoriaux ont été mis en œuvre et permettent donc une gouvernance territoriale de proximité innovante et partagée. De nombreuses réunions ont eu lieu sur les territoires et ont permis de faire remonter des projets structurants en matière de développement durable du territoire. La démarche doit être progressive et concrète pour faciliter l'adhésion des acteurs et accompagner le changement. Une réflexion sur les meilleures manières de partager les engagements RSO du Département avec ces acteurs reste à mener. En effet, la notion de corresponsabilité sociétale territoriale pourrait maintenant prendre toute sa place dans le cadre de ce dispositif et inciter les partenaires du Département à engager leur propre démarche RSO serait un facteur facilitant : partage d'un même langage et identification

d'objectifs alignés entre eux car « cadrés » par les lignes directrices de l'ISO 26000.

Les transferts de compétence dans le cadre de la loi NOTRe impactent également énormément la responsabilité sociétale du Département. Ce dernier s'est vu confirmé dans l'ensemble de ses compétences liées à la solidarité. En revanche, d'autres compétences importantes en matière de responsabilité sociétale ont été transférées à d'autres échelons territoriaux. Afin de respecter le plus possible ses engagements vis-à-vis de ses partenaires, le Département propose des conventions à ses partenaires territoriaux (ESS, agriculture, etc.). Dans le cadre du dialogue partie prenante, il semble crucial de s'assurer que l'ensemble des parties prenantes du Département sont informées de ces mutations et qu'elles en ont compris et anticipé les

« A noter tout de même la capacité de plus en plus importante du Conseil départemental à améliorer le parcours des usagers dans les services de l'institution et même à faire participer les bénéficiaires dans l'élaboration de leur parcours. »

impacts sur elles et sur leur écosystème. Dans le cadre de ces transferts, le Département se retrouve ainsi chef de file sur un certain nombre de compétences territoriales. Dans ce cadre ; il sera important de structurer les approches permettant d'influencer les parties prenantes impliquées vers la RSO.

En matière d'intégration de la RSO dans le management de l'institution, nous avons noté une mise en œuvre effective de l'agenda social qui semble avoir significativement amélioré le dialogue social au sein du Département. Le contexte reste toutefois compliqué en ces périodes de mutation et de difficultés socioéconomiques, et il convient de rester particulièrement vigilant sur la question des risques psychosociaux (renforcer les pratiques managériales). Un plan départemental d'administration est en cours de construction. C'est l'occasion idéal d'intégrer les lignes directrices de l'ISO 26000 dans les réflexions afin que celui-ci puisse structurer les engagements RSO de fonctionnement de l'institution. Ce sera en particulier l'occasion de formaliser la démarche de management environnemental qui semble être restée au point mort, mise à part les progrès significatifs accomplis par la direction du patrimoine (efficacité énergétique et bâtiment durable) et la direction des collèges (efficacité énergétique et gaspillage alimentaire). Dans ce cadre d'ailleurs, l'assimilation des enjeux de responsabilité sociétale par les agents reste un point significatif à améliorer.»

